Jeudi, 17 mai 1849. 1re année. — N° 63.

LA TRIBUNE DES PEUPLES

JOURNAL QUOTIDIEN.

ABONNEMENTS.	Un an.	Six mois.	Trois mois.	Un mois.
PARIS. . . .	24 fr.	12 fr.	6 fr.	2 fr. »»
SEINE. . . .	28 »	14 »	7 »	2 50
DÉPARTEMENTS .	32 »	16 »	8 »	3 »»
ÉTRANGER . .	32 »	16 »	8 »	» »»

Tout ce qui concerne l'Administration et les abonnements doit être adressé à l'Administrateur du journal.

Les lettres non affranchies seront refusées.

BUREAUX : RUE NEUVE-DES-BONS-ENFANTS, N° 7.

ANNONCES.

Une à neuf fois dans un mois, la ligne. .	» fr. 80 c.
Dix fois dans un mois.	» — 50
Réclames.	2 — »»
Faits divers	3 — »»

Tout ce qui concerne la Rédaction doit être adressé au Rédacteur-Gérant. — Les manuscrits déposés ne seront pas rendus.

Les abonnements partent des 1er et 16 de chaque mois.

Pacte fraternel avec l'Allemagne ;
Affranchissement de l'Italie ;
Reconstitution de la Pologne libre et indépendante.

(Ordre du jour de l'Assemblée nationale du 23 mai 1848.)

AVERTISSEMENT.

Les ateliers étant fermés demain, jour de l'Ascension, la *Tribune des Peuples* ne paraitra pas vendredi, 18 mai, à moins que la réception d'une nouvelle importante ne nécessite la publication d'un numéro extraordinaire.

POLITIQUE GÉNÉRALE.

PARIS, 16 MAI 1849.

LA RETRAITE DE M. LÉON FAUCHER.

Dans l'intérêt de la moralité politique, on doit savoir gré à M. Léon Faucher d'avoir eu la délicatesse de se retirer devant le blâme de l'Assemblée. Un blâme est une manifestation toute morale, qui ne prive pas un ministre de ses appointements et qui lui laisse toujours sa place à l'Assemblée. Nous avons souvent vu des hommes éminents, condamnés par l'opinion publique et abandonnés par les parlements, s'obstiner à garder leurs portefeuilles pour conserver les avantages qui y étaient attachés. M. Faucher a pris au sérieux le blâme de l'Assemblée. Il est vrai que le blâme qui vient de le frapper est unique dans l'histoire parlementaire. Depuis qu'il existe des ministres responsables et des parlements, nous ne connaissons pas d'exemple d'une désertion du parti ministériel aussi scandaleuse. Le ministre, appuyé jusqu'à présent par la majorité, n'a trouvé dans sa détresse que cinq de ses amis conservateurs qui lui soient restés fidèles. C'est une grande leçon pour les ministres futurs. M. Faucher avait sacrifié au parti conservateur sa réputation d'honnête homme et de publiciste, ami du progrès, pour mériter les bonnes grâces du parti; il était devenu l'agent le plus dévoué et le plus actif de la restauration orléaniste; il avait remis entre les mains des orléanistes tout ce dont il pouvait disposer : places de préfets, de sous-préfets, de directeurs des postes, d'agents de police, jusqu'aux bureaux de tabac et de timbre : il avait établi le règne de l'orléanisme à l'intérieur. Son malheur c'est de n'avoir pas compris que la France, comme nation, avait une position à garder à l'égard de l'Europe; les résultats de la politique orléaniste à l'extérieur vinrent tout à coup briser les combinaisons administratives et électorales du ministre orléaniste. M. Faucher est tombé victime en grande partie des méfaits de M. Drouin de Lhuys.

Il y a encore un autre enseignement grave à tirer de cette chute. M. Faucher est, depuis la Restauration, le premier ministre qui ait osé avouer en pleine Chambre son origine plébéienne; il en a même tiré vanité en face de M. de Larochejacquelein. Il a donné ainsi au prolétariat français le droit de lui demander ce qu'il a fait durant son ministère pour sa grande famille, les prolétaires. Eh bien, le fait est que son administration a été plus hostile aux idées et aux sentiments populaires que celle des ministres bourgeois ses prédécesseurs.

Les bourgeois devenus ministres paraissaient n'avoir d'autre but que de se rendre les égaux des gentilshommes de vieille race. M. Faucher, le prolétaire, avait une double tendance de primer sur la bourgeoisie, et en même temps de se faire une place dans ce qui reste encore d'aristocratique, c'est-à-dire dans la diplomatie.

Nous conseillons aux ministres prolétaires de l'avenir de méditer sérieusement sur la destinée de M. Faucher. Ses collègues feraient bien de suivre immédiatement son exemple. Une démission collective de leur part serait un acte de politique et de prudence

Il est évident que la première question dont l'Assemblée devra s'occuper, ce sera la mise en accusation du ministère actuel.

DERNIÈRES NOUVELLES.

BOMBARDEMENT ET PRISE DE LIVOURNE. — Après deux jours de bombardement par 20,000 Autrichiens, la ville de Livourne a capitulé le 11 mai. Une fois maîtres de la ville, les Autrichiens ont pillé les propriétés. Les assassinats et les fusillades ne discontinuent pas.

Le consul de France et celui d'Angleterre ont protesté contre l'intervention des Autrichiens en Toscane.

Le consulat français a été saccagé par les soldats autrichiens, et le drapeau de la France, traîné dans le ruisseau, a été foulé aux pieds dans la boue en présence du consul français, contraint d'assister à cette insulte.

Marseille, 13 mai.

Un bâteau arrivé ce matin de Civita-Vecchia contient les nouvelles suivantes :

La victoire de Garibaldi est confirmée. L'armée napolitaine est en fuite. Les Français se préparent à attaquer Rome une troisième fois, le 14. Voilà de quelle manière on exécute les ordres de l'Assemblée. La ville compte 629 barricades et renferme 60,000 combattants.

Une lettre de Rome nous informe ce soir que le roi de Naples a donné ordre à ses troupes de rétrograder, *parce qu'il ne voulait pas servir sous les ordres d'un général français.*

Une grande fermentation se faisait remarquer à Francfort le 13 mai, par suite du meurtre d'un habitant par un soldat autrichien. De nombreux rassemblements encombraient les rues, et les troupes autrichiennes chargeaient leurs armes. Une lettre arrivée ce soir à Paris annonce le commencement du combat.

La garnison badoise de Rastadt, forte de quatre bataillons, s'est révoltée, a tué cinq officiers, proclamé la République, fraternisé avec les insurgés civils, rompu tous les ponts extérieurs, et s'est emparée de la forteresse et de toutes les provisions d'armes et de munitions. Le général commandant Klosman a reçu cinq blessures. Le bataillon de Lorrach s'est uni au mouvement des troupes de Rastadt et a tué son colonel.

Les insurgés d'Elberfeld étaient encore le 14 mai maîtres de la ville.

D'après une lettre publiée par la *Gazette de Cologne*, la province prussienne la Marche se trouve en pleine insurrection.

La forteresse de Landau a chassé la garnison prussienne. Le gouvernement craint que cet exemple ne soit suivi par les autres villes.

Toute la partie du palatinat appartenant à la Bavière est gagnée à l'insurrection. Les insurgés se sont emparés de la tête de pont en face de Manheim, et ils sont commandés par des officiers polonais. La garnison bavaroise de Manheim a passé aux insurgés, et les officiers se sont enfuis dans le grand-duché de Bade.

Le grand-duché de Bade s'insurge aussi. Le 11 mai, les insurgés étaient maîtres de la ville de Heidelberg, et ils se préparaient à empêcher le passage des troupes destinées à agir contre les insurgés du Palatinat.

Notre correspondance de ce jour des bords du Rhin nous informe que le roi de Prusse a envoyé une circulaire aux princes allemands pour les convoquer à un congrès où ils auraient à prendre des mesures dans le but d'étouffer la révolution en Allemagne. Le roi de Prusse offre de mettre ses troupes au service de la contre-révolution dans tous les États germaniques, et pour dissoudre la diète de Francfort.

La nouvelle d'une révolution à Vienne, apportée par des lettres de Berlin, ne se confirme pas. Des lettres de Vienne du 10 mai annoncent seulement qu'une grande exaltation règnait dans la ville, les cris de : *Vive Kossuth*, s'y faisaient souvent entendre.

Le général Dembinski se porte sur la Galicie, tandis que Gœrgey reste près de Jablunka.

RÉVOLTE AU CANADA. — Par le vapeur *l'Europe*, nous avons reçu des nouvelles importantes de Montréal (Canada). Une insurrection a éclaté dans cette ville. Le parlement contenant les archives a été brûlé; plusieurs maisons appartenant aux membres du parlement canadien ont été démolies. La plus grande fermentation règne dans les deux Canadas, par suite de luttes intestines qui existent depuis longtemps entre le parti français et le parti anglais.

ÉLECTIONS DE PARIS.—Le dépouillement du scrutin pour tout le département de la Seine a confirm nos prévisions, Paris aura de dix-huit à vingt représentants socialistes.

ÉLECTIONS DES DÉPARTEMENTS. — Les correspondances ne font connaître que des résultats incomplets que nous nous abstenons de publier.

Le *Moniteur* contient aujourd'hui, dans sa partie non officielle, un rapport du général Oudinot au ministre de la guerre, sur les affaires d'Italie.

Ce rapport ne signale aucune opération importante ; il parle seulement de la prise du fort de Fiumicino, où s'est établi le 20e de ligne, et du renvoi des prisonniers français, auxquels le général a répondu en rendant la liberté au bataillon de chasseurs romains rendu à Civita-Vecchia.

Nous ne pouvons néanmoins nous empêcher de citer la phrase suivante, qui nous paraît en contradiction évidente avec les renseignements qui nous arrivent de tous côtés :

> La situation politique est très complexe, sans doute ; cependant il est facile de prévoir que le moment n'est pas éloigné où la capitale et le gouvernement lui-même prendront la France pour arbitre.

Il est toujours facile de prévoir ce qu'on désire ; mais nous ne pouvons partager sur ce point la confiance du général Oudinot. Tant que le cabinet français se fera l'allié des Napolitains, des Espagnols et de l'Autriche, pour imposer à un peuple libre un gouvernement qu'il a volontairement repoussé, il peut s'attendre à trouver dans la République romaine, malgré ses sympathies pour la France, la résistance la plus vigoureuse et la ferme résolution de vaincre ou de mourir.

Correspondance particulière de la TRIBUNE DES PEUPLES.

Rome, 6 mai.

Tout ce que je vous ai annoncé hier s'est confirmé exactement. Garibaldi, *notre Bem* bien aimé, a triomphé des Napolitains ; il a complètement écrasé leur avant-garde, et les trophées de sa victoire sont deux pièces de canon et 150 prisonniers qui vont arriver à Rome dans la journée.

La seconde affaire va aussi bien que la première. Pour aujourd'hui il n'y aura pas d'autres rencontres. Les renforts qui devaient aller joindre Garibaldi ont reçu l'ordre de partir le plus tôt possible pour écraser le reste du corps napolitain, qui, du reste, est tout-à-fait démoralisé, et se prépare à reprendre le chemin de Naples.

Rome est toujours parfaitement tranquille, et chaque citoyen, fort de son droit imprescriptible, se prépare à une résistance acharnée. Je n'ai jamais vu un Peuple plus unanime et plus énergique.

Non, il n'y a pas d'exemple d'une attaque plus déloyale et d'une défense plus belle que celle dont je suis témoin. Il n'y a personne qui puisse rester indifférent devant l'enthousiasme universel.

Le bon roi de Naples, comme l'appellent les feuilles réactionnaires de l'impériale et royale République, le pauvre Bourbon n'a pas attendu l'arrivée de Garibaldi ; il était en qualité de colonel dans son armée, mais il a disparu bien vite.

Vous auriez été grandement surpris si vous aviez pu voir les troupeaux de buffles que Garibaldi, renouvelant le stratagème de Pyrrhus, chassait devant lui ; vous le seriez pareillement des ressources de tout genre dont un Peuple peut disposer, et dont le génie sait tirer parti.

Les hordes napolitaines ne peuvent tenir contre les

FEUILLETON DE LA TRIBUNE DES PEUPLES

DU 17 MAI 1849.

BIBLIOGRAPHIE.

LE PANSLAVISME, son histoire, ses véritables éléments religieux, sociaux, philosophiques et politiques. Par le comte ADAM GUROWSKI. — Florence 1848.

Tel est le titre du dernier ouvrage de M. A. Gurowski qui a paru sur l'horizon de la publicité, avec le triste avantage de la célébrité flétrissante de l'auteur. Le nom d'un apostat défiant tous les principes de la morale, et bravant avec un cynisme imperturbable le mépris public a donné à son livre ce succès qui est acquis aux grands scandales. M. Gurowski a l'admirable courage de son crime, il est lâche sans en rougir, il trahit la cause de la patrie au grand jour, et cependant cette cause est si juste, si belle et si sainte. Ne serait-il pas permis de supposer qu'il a immolé sa propre existence pour servir cette cause avec plus d'effet ? Quoi qu'il en soit, son ouvrage, en dessillant les yeux sur l'ambition effrénée des autocrates russes, est plutôt utile que nuisible aux intérêts véritables du slavisme, et d'ailleurs il ne sera jamais pris au sérieux si ce n'est en Russie.

Pour démontrer l'antiquité, l'excellence et la pureté de la race russe, M. Gurowski, à l'exemple des chroniqueurs du moyen-âge, remonte à l'époque du déluge universel ; il s'embarque étourdiment, et sans aucune boussole critique, dans l'arche de Noé, et il nous raconte, avec l'aplomb d'un témoin occulaire, que les Russes descendent en ligne droite de Riphat, le petit-fils de Japhet.

L'époque mystique est traitée avec une merveilleuse assurance. Nous y voyons la race privilégiée s'avancer à travers les ténèbres des siècles primitifs du pied de l'Elb-*rus*, jusqu'aux rivage de *Rha* ou Wolga, pour y sauver la Russie : nous y apercevons clairement, à la lueur de l'érudition de l'auteur, les marches, les contre-marches, et toutes les étapes des premiers panslavistes, jusqu'à l'époque où l'histoire commence, et ce n'est qu'à cette époque que les connaissances et la pénétration de l'auteur commencent à faillir.

Il m'est impossible d'entrer dans des citations et de réfuter l'ouvrage de M. Gurowski. Ce serait m'engager à faire deux gros volumes in-8° pour répondre à une habile facétie que l'ingénieux courtisan a inventée pour amuser son très-puissant maître. Je me bornerai à revendiquer quelques-unes des vérités historiques que l'auteur du panslavisme a falsifiées soit par ignorance, soit à dessein.

Et d'abord, la légende de M. Gurowski touchant les tribus de Ripi-Flaw, Ripi-Ante et Ripi-Enète, est controuvée. Il est très-facile de démontrer que les peuples primitifs de la race slave n'avaient aucun nom générique, et s'ils pouvaient en avoir un, ce nom collectif aurait été celui des Syres dégénéré ensuite en Syrbes ou *Serves*. Le mot latin *servus*, serviteur, tire son origine des annales de notre race qui fut toujours assujétie. *Slavus* slave, *Slowak*, n'était chez les Syres que la désignation de leur identité philologique, un homme parlant leur antique et patriarcal langage s'appelait *slowah*, celui qui ne connaissait pas cet idiôme, s appelait *niemiec* ou *czud*, lisez : *niemietz tzoude*.

Les Slaves de l'Europe s'y établirent à l'époque qui précède toute révélation religieuse, et conséquemment celle par laquelle Noë fut averti du Déluge (probablement en Egypte, où les déluges ont lieu plus souvent qu'ailleurs). L'absence des traditions religieuses parmi les Slaves, l'état naturel dans lequel ils vivaient du temps d'Hérodote, prouvent jusqu'à la dernière évidence qu'ils n'avaient rien de commun avec les traditions bibliques.

Les Slaves, en arrivant de l'Asie en Europe, n'avaient aucune idée sur l'organisation politique, et formaient tout simplement les communes agricoles, et non pas les états. Les communes, sans être ennemies, n'avaient entre elles aucune centralisation, et s'exposaient ainsi à être à la discretion de tous les aventuriers armés, qui descendirent plus tard du Caucase.

Plusieurs siècles s'étaient écoulés, et ils n'avaient encore aucune histoire, comme les Indiens de nos jours en Amérique. Les auteurs grecs et romains se sont contentés de nous transmettre le souvenir de leur existence. Leurs contrées, chez tous ces auteurs, prennent et changent leur dénomination ethnographique , à mesure que différentes hordes nomades de la race cimbrique, gothique et scythique y paraissent et disparaissent.

Aucune puissance, dite *Slave*, de celles qui jadis existaient, comme la Grande-Bolharie , la Dacie l'Illyrie et la Moravie, ni de celles qui existent aujourd'hui, n'a été fondée par la race slave elle-même. Il suffit de dire que les mêmes Francs et Goths qui renversèrent plus tard l'empire romain, campaient auparavant dans les possessions slaves, et que les Danois, ou warègues, les Lekhs ou Lochs, et les Rigs ou Tschechs, qui établirent les trois états de la Russie, de la Pologne et de la Bohême, n'étaient pas du tout de la race slave. Les deux derniers de ces peuples étaient précisément de la même origine que les conquérants de la Hongrie, les Médo-ares ou *Madgyars* de notre époque. Entre la noblesse polonaise, bohême et madgyare il y a cette différence, que la dernière est arrivée plusieurs siècles plus tard du Caucase en Europe avec les femmes, et qu'elle conserva son idiôme asiatique, tandis que les deux premières parlent aujourd'hui, et cela sans exception, leur langue maternelle, c'est-à-dire le slave.

Toute l'Europe occidentale se trouve précisément dans le même cas : le Peuple y appartient partout à la race primitive, la noblesse pour la plupart à la race gothique ou medo-gothique. Quant à la royauté, à l'exception de nos Piastes polonais elle fut partout du sang d'Odin. Les mérovingiens de la France (*Mervig-King ou Koenig*), les premiers rois de la famille danoise en Angleterre, les ancêtres d'Ossian en Calédonie, les Ottons de la Franconie et enfin les Rughs ou les Rouricks de la Russie descendaient tous de l'antique souche des Ares. Que dis-je, les Peuples en Europe, si l'on examine leur vie historique , même avec une attention médiocre, les peuples y sont liés partout par les liens de la fraternité, malgré la différence palpable de leurs divers idiômes.

Pendant une longue série de siècles, notre continent orageux ressemblait à la mer agitée et battue par la tempête ; ses populations hétérogènes s'ébranlaient, se foulaient, se refoulaient, se heurtaient et se brisaient l'une contre l'autre comme les vagues de l'Océan lorsqu'il déchaîne ses flots. Les aventuriers slaves, égarés à l'Occident , se colonisant parmi les races celtiques y oubliaient leur langue maternelle et en revanche les autres peuples innombrables de souche occidentale, en se fixant parmi les Slaves y perdaient insensiblement leur nationalité. Les conquêtes et souvent l'extermination de la population mâle toute entière enfantaient les résultats qui étonnent notre imagination moderne.

La tradition mythique des Amazones n'est autre chose que le massacre de la population virile dont nous venons de parler. Toutefois, la nationalité détruite ne succombait point; les enfants des vainqueurs adoptaient la langue et la patrie des vaincus, et dévastaient même quelquefois à leur tour leur patrie primitive.

Tous ces faits seront un jour expliqués, mais l'histoire et la critique historique surtout sont encore dans leur enfance. Plusieurs historiens, par exemple M. Gurowski lui-même, sont embarrassés d'expliquer l'origine de la race des Sarmates. « Le nom des Sarmates, dit-il, tant arbitraire, et sans racine philologique ou historique, se maintint longtemps dans les récits et les mentions des historiens, etc. » En vérité, il est pénible que l'auteur du panslavisme ne sache pas que c'étaient les ares, c'est-à-dire les Mèdes, qui ont influé le plus sur les destinées du slavisme : eh bien ! l'établissement de ces vainqueurs scythes et des scythes, au milieu des Syres, explique facilement la racine étymologique de ce mot syro-mède ou *sarmate*.

Nos pères, ainsi que nous autres Polonais, même en adoptant ce synonyme générique, *sarmata*, en ont bien senti la source, quoiqu'elle ne soit pas panslaviste. Les Sarmates disparaissent subitement de notre théâtre historique et rien de plus naturel : les Ares ou les Mèdes, en fondant les Etats slaves, y perdirent leur nationalité. La puissance de ces Etats tombe devant l'invasion des Goths et des Francs Ces derniers sont poussés vers l'Occident par les

bonds et les assauts furieux accompagnés de hurlements de ces animaux lorsqu'ils sont une fois lancés ; vous en verrez bien d'autres encore, avec des hommes tels que Garibaldi et Avezzana qui ne ressemblent guère aux généraux piémontais. En effet, Garibaldi et tous les siens font des prodiges de valeur, et j'espère qu'ils ne resteront pas inférieurs aux Bem, aux Dembinski et aux Gœrgey des Hongrois.

Vous aurez sans doute oui dire que l'ambassadeur de la République romaine à Florence avait été arrêté et jeté en prison par le gouvernement de la réaction, qui pèse en ce momen sur la Toscane ; ce fut alors qu'usant du droit de représailles contre un fait aussi inqualifiable, on ordonna ici l'arrestation de Pandolfini envoyé toscan.

Aujourd'hui on écrit de Florence que notre envoyé, M. Maestri, a été relâché, mais dirigé sous l'escorte de gendarmes jusqu'à la frontière romaine.

Nous l'attendons avec empressement pour pouvoir en user de même à l'égard de notre otage.

Je dois vous dire encore que nous vons arrêté beaucoup d'espions de toutes les couleurs et particulièrement des émissaires de Gaëte, qui cherchaient par tous les moyens possibles à provoquer des désordres ; mais la police de notre gouvernement bien-aimé est très vigilante et très active. La domination des prêtres est tombée pour toujours, et si les royalistes français désirent l'accepter, nous ne ferons aucune difficulté de la leur céder *gratis*.

On vient de m'apprendre à l'instant même que deux jésuites déguisés s'étant glissés dans les rangs de Garibaldi, ont attenté à sa vie en déchargeant sur lui leurs armes ; mais fort heureusement il n'a été que légèrement blessé.

Les traîtres sont entre les mains de la justice ; voilà l'ordre que prêche la réaction ; cet ordre c'est l'assassinat..... Quelle infamie ! Les Français seraient-ils tombés assez bas pour avoir de tels alliés ?...

Je reçois de Livourne ce peu de mots :

« Les Autrichiens sont à 5 milles d'ici, commandés par d'Aspre ; leur nombre est d'environ 15 mille ; la ville paraît disposée à la résistance. »

De Gênes, point de nouvelles intéressantes. On disait généralement que la condamnation de Ramorino était le dernier acte de la comédie, et qu'il ne serait pas exécuté puisqu'il a fait les affaires du parti réactionnaire.

Personne ne doute de voir les Autrichiens se réfugier dans les murs de Gênes si Vienne se relevait par l'appui des Hongrois.

Après les Cosaques, le roi de Piémont est maintenant le meilleur soutien de la vieille Autriche.

Florence, 8 mai.

Le Peuple est indigné contre le gouvernement et contre le commissaire Serristori, à cause de son infâme conduite dans les derniers événements. Les Toscans ont enfin reconnu le parfait accord qui règne entre le gouvernement du grand-duc et le maréchal Radetzki.

Lucca et Pise ont été occupées par les troupes d'Aspre, qui marche sur Livourne avec 8,000 soldats. On dit cependant que les Livournais imiteront la conduite des Romains. Une immense quantité de barricades a été contruite, et plusieurs maisons sont minées. Nous manquons de communications directes avec cette ville. Ce dont je puis vous assurer, c'est que les Autrichiens avaient fixé la journée du 5 pour entrer dans Livourne, et qu'aujourd'hui trois jours se sont passés sans que ce plan ait encore reçu exécution. La résistance des Livournais pourrait bien amener une insurrection générale dans la Toscane.

Hier au soir, Florence avait un aspect assez menaçant. Plusieurs groupes de peuple stationnaient sur la place du Dôme et de *Mercato-Nuovo*, lançant des imprécations contre le gouvernement réactionnaire qui pèse sur nous. Sur les dix heures, ils devinrent beaucoup plus imposants et finirent par se concentrer et faire une grande démonstration. Une immense quantité de peuple se porta sur la place du Dôme, et, entrant dans l'église, commença à sonner le tocsin, après quoi il parcourut les rues de la ville en poussant des cris de mort contre les Autrichiens et contre le commissaire Serristori.

Aussitôt de grosses patrouilles de ligne et de cavalerie envahirent la ville ; mais le Peuple, en les rencontrant, criait : *Vive la ligne!* Le gouvernement, effrayé, fit battre la générale ; mais la garde nationale ne se rendit pas à l'appel. Plus tard, la ville rentra dans le calme sans qu'il y ait eu à déplorer aucun malheur.

Ce matin l'agitation reprend. Les paysans commencent à entrer en ville avec des armes, selon leur usage ; mais les mêmes comédies ne peuvent pas être jouées deux fois impunément. Le Peuple, las d'être insulté par ces agressions, s'est élancé contre les nouveaux chouans, il en assomma plusieurs, le reste fut conduit en prison. Ici nous ne manquons pas de bon vouloir et de fermeté ; mais dans ce moment ci nous manquons d'un homme capable et assez populaire pour se mettre à la tête du mouvement.

Du Rhin, 15 mai 1849.

Le bruit qui s'est répandu que le ministère français a décidé qu'une armée d'observation va être formée sur les frontières du Rhin pour être prête à toutes les éventualités qui pourraient surgir par suite de l'état de l'Allemagne a causé une certaine émotion aux démocrates allemands ; on craint, et cela n'est pas sans raison d'après ce qui s'est passé en Italie, que le cabinet français d'accord avec les despotes du nord ne vienne étouffer la démocratie allemande qui se lève partout avec enthousiasme pour soutenir la constitution allemande votée à Francfort et qui consacre les trois grands principes d'un peuple libre : le suffrage universel, le droit de réunion et la liberté de la presse, qui doivent nous conduire a l'avénement de la République. Déja le Wurtemberg, plusieurs petits duchés ont accepté cette constitution forcés par le peuple. Le roi de Prusse, qui est l'âme de la contre-révolution, a adressé une circulaire aux différents Etats germaniques, invitant les princes à un congrès pour s'entendre sur les moyens à prendre afin de s'affranchir de la constitution de Francfort. Le gouvernement prussien offre le secours de ses troupes aux Etats en cas de besoin et leur promet son concours pour dissoudre l'Assemblée de Francfort. Mais le peuple si généreux l'année passée lorsque le sort des rois était entre ses mains se relève plein de foi dans sa cause, qui est celle du droit, et le cri de : *Vive la constitution* nous conduira, comme celui de : *Vive la Réforme* à Paris, à la République. Partout l'action commence, en Saxe, en Silésie, en Westphalie, en Bavière, et c'est de la Bavière rhénane que l'armée révolutionnaire, déjà forte de 40,000 hommes, va, semblable à une avalanche, descendre le Rhin après avoir fortifié le midi et acquis par les armes ce qu'on n'a pas voulu lui accorder par le droit. Cette armée grossit tous les jours ; elle a des armes, de l'argent, des canons et une jeunesse ardente (les Tourneurs) pleine de foi et de patriotisme. Nos despotes couronnés commencent à s'en inquiéter, car il y a parmi elle des troupes régulières de Wurtemberg, de Bavière, du duché de Bade, etc. Bref, le triomphe de notre sainte cause est assuré à moins que le gouvernement français, d'accord avec la Prusse, l'Autriche et la Russie, vienne jouer le triste rôle qu'il fait remplir à ses soldats en Italie ; alors on pourrait dire que le triomphe de la démocratie est reculé indéfiniment.

Tout ce que je vous dis, loin d'être exagéré, est de la dernière exactitude. Les idées républicaines font de grands progrès en Allemagne. L'armée elle-même commence à faiblir dans son dévouement aux principes du royalisme. Espérons !

TRIBUNE DES PEUPLES.

FRANCE.

ACTES OFFICIELS.

Le *Moniteur* ne contient pas aujourd'hui de partie officielle.

Séance de l'Assemblée.

M. De Lamoricière préside, malgré tous ses efforts il ne peut rétablir le silence. Le budget des dépenses supplémentaires suit, au milieu des observations de M. Goudchaux, le cours ordinaire des budgets. On parle de tout, d'élections, du futur cabinet, seulement on n'écoute aucun des orateurs. C'est à peine si l'honorable M. Ceyras venant s'informer si le million voté depuis plus d'un an pour l'établissement des invalides civils de la campagne obtient quelques minutes d'une attention straite et impatiente. M. Passy, malgré ses formes douces, polies et pleines de tact, ne peut se faire écouter.

L'apparition de M. Grévy à la tribune paraît produire quelque effet sur les représentants, on parvient à entendre l'honorable rapporteur ; M. Grévy se plaint que l'ordre du jour ait été changé arbitrairement, après le budget de la guerre il y avait à l'ordre du jour la proposition relative au commandement de la garde nationale, cette proposition dans l'ordre du jour d'aujourd'hui est reculée de deux paragraphes, et il demande le rétablissement de l'ordre du jour, attendu que la proposition par la place qui lui est assignée ne pourra être décidée.

M. Buffet supplie l'Assemblée de ne s'occuper que des budgets des recettes et des dépenses.

M. Larabit, au milieu des interruptions réitérées de l'Assemblée, prétend que par un accord tacite entre le ministère et le rapporteur on avait éloigné ce rapport d'une manière indéterminée.

M. Grévy proteste contre cette interprétation.

M. Odilon Barrot paraît enfin ; la dignité un peu théâtrale de M. le président du conseil l'a fort bien servi aujourd'hui, qu'il avait à demander à l'Assemblée un bill d'indemnité, qui permît au ministère blessé à mort par le vote d'avant-hier d'attendre la formation d'un nouveau cabinet.

Sans exprimer aussi nettement sa pensée, M. Odilon Barrot a su faire comprendre qu'il serait peu généreux, peu convenable de frapper un ennemi désarmé.

L'Assemblée, satisfaite et généreuse, a renvoyé la proposition après le budget des recettes et des dépenses qui a une quinzaine d'articles sans les amendements. La Législative aura donc à donner sa solution sur cette violation de la législation actuelle.

Après cet incident, on reprend différents projets que personne n'écoute.

Le renvoi de la proposition au sujet du double commandement de M. Changarnier, devait être le dernier acte de vigueur de la Constituante ; en rejetant cette discussion à la semaine prochaine, l'Assemblée s'est, pour ainsi dire, annihilée, à moins toutefois que de nouvelles complications des affaires étrangères ou les dangers de la patrie ne la fassent sortir de la réserve qu'elle s'est imposée.

Toute la politique réactionnaire consiste maintenant à condamner l'Assemblée nationale à la plus complète inaction. Voici ce que nos lisons dans le *Constitutionnel* :

Plus l'Assemblée nationale s'abstiendra d'agir dans les derniers moments de son pouvoir, plus elle fera acte de déférence et de respect envers la souveraineté du Peuple.

Nous ne savions pas encore que le suffrage universel de la nation eût élu une Assemblée nationale afin qu'elle s'abstînt d'agir, et nous pensions au contraire que c'était faire *acte de déférence envers la souveraineté du Peuple* que de se rendre digne jusqu'à la fin du mandat qu'on a reçu de ses concitoyens.

On lit dans le *Peuple* d'aujourd'hui :

Les représentans de la Montagne, auxquels se sont joints quelques membres du Palais National, se sont réunis aujourd'hui pour s'entendre sur la rédaction d'une proposition tendant à demander la prorogation de l'Assemblée constituante.

Voici en quels termes la proposition a été rédigée :

« Considérant que le suffrage universel ne doit jamais être entaché de corruption, ni de présomption de pression électorale.

» Considérant, en second lieu, que la représentation nationale ne peut pas cesser un seul instant d'exister, et que si la nouvelle télégraphique de M. Léon Faucher a été connue dans la majorité des départements, les élections sont viciées, et que, par suite, l'Assemblée législative devrait annuler ses mandats.

» L'Assemblée nationale constituante, faisant toutes ses réserves, déclare que si des réclamations arrivent des départements sous huit jours, les élections du 13 mai seront recommencées le juin 1849. »

M. le général Cavaignac a déposé, en demandant l'urgence et le renvoi aux bureaux, une proposition tendant à apporter en France les cendres du général Carnot actuellement à Magdebourg.

M. Magnin-Philippon a déposé une proposition dont il demande le renvoi au conseil d'Etat. Cette proposition tend à faire frapper d'un impôt de 10 0|0 le capital inscrit au grand-livre s'élevant à 300,789,006 f. tant en rentes 5 0|0 qu'en rentes 4 1|2, 4 et 3 0|0.

ITALIE.

Piémont. — TURIN, 12 *mai*. — Le bruit se répand de nouveau dans Turin que la paix entre le Piémont et l'Autriche est sur le point d'être conclue, si elle ne l'est déjà. Le gouvernement sarde payerait pour les frais de la guerre 70 millions de francs au lieu de 70 millions de florins. En compensation l'Autriche se chargerait d'obtenir du duc Charles-Ludovic la cession des duchés de Parme et de Plaisance, qui seraient incorporés au Piémont. Quant à ce qui concerne les autres clauses, il n'aurait rien été changé aux bases posées prémitivement par l'Autriche.

Nous ne savons jusqu'à quel point cette nouvelle est fondée, et nous croyons plutôt qu'elle est répandue par les partisans d'une paix honorable, qui croient voir dans le retour à Milan du chevalier de Bruck et dans les démarches d'une puissance médiatrice le gage d'une paix certaine.

— L'affaire du général Ramorino doit être appelée le 18 courant à la cour de cassation. L'avocat Brofferio, défenseur du général, conserve beaucoup d'espoir, et est presque sûr que le jugement sera cassé. Le général étant toujours sous l'action des lois militaires, M. Brofferio n'a pu, jusqu'à présent, communiquer avec son client, le général Sonnaz s'y étant formellement opposé.

(*Democrazia italiana.*)

— Nos plaintes, répétées sur l'inconstitutionnalité dont on avait usé à l'égard de douze citoyens de Gênes, exceptés de l'amnistie, ont produit leur effet su le ministère. Il fait déclarer aujourd'hui que les procédures sur l'affaire de Gênes suivent un cours régulier. Certes, si dès le principe on s'était occupé d'instruire le procès, il serait aujourd'hui achevé, et l'on aurait au moins une base juridique pour asseoir une opinion sur le caractère des troubles qui ont éclaté à Gênes. (*Concordia.*)

— Dans un manifeste adressé aux électeurs, M. Massimo d'Azeglio a tracé le programme du ministère.

Le nouveau président du conseil commence d'abord, selon l'usage, à parler de lui en termes forts modestes, en se rendant néanmoins cette justice que jamais il n'a changé, ni hésité, ni devié de sa ligne politique, ni cherché enfin sa propre élévation au détriment de ses convictions.

Quant à ses doctrines politiques, elles consistent dans un seul mot : l'autorité. Elle ne peut s'acquérir qu'en s'appuyant sur le véritable peuple, or celui-ci ne veut pas que l'on retourne en arrière, et il repousse également l'influence aristocratique et le despotism des demagogues. Il faut en outre rétablir l'ordre.

M. d'Azeglio croit que les principes et les actes de la jeune Italie ont été la cause de sa ruine. Nous les combattrons (dit-il) loyalement, mais inexorablement.

« Ni absolutisme, ni république, ni encore moins l'anarchie, telle est notre devise.

» L'Europe a trouvé son salut dans les armées, dans les cours de justice.

» Par l'armée on comprime l'anarchie.

» Par les cours de justice l'on en condamne et l'on en punit les fauteurs, et l'on en purge la société. »

M. d'Azeglio croit qu'il faut à la justice l'appui d'une bonne police, puis il continué ainsi :

« Nous croyons également important de donner à l'armée une grande force.

» Nous ne croyons pas que la force consiste dans la quantité mais dans la qualité. La quantité ne nous a pas donné et ne ne nous donnerait pas la victoire dans une guerre offensive. »

Dans une guerre défensive, où nous ne serions jamais seuls, une armée moins nombreuse, mais aguerrie, servirait bien.

Tels sont en substance les principes qui pourront nous donner une administration forte à l'intérieur.

Si nous réussissons à l'obtenir, notre réputation à l'étranger reprendrait toute sa considération.

En gouvernant mal, nous l'avons perdue ; en gouvernant bien, nous la retrouverons.

Les événements ont démontré que, si l'Italie n'agit pas d'elle-même, personne ne voudra agir pour elle.

M. d'Azeglio croit qu'il faut revenir au premier programme, l'union des princes italiens entre eux, afin de se faire respecter et craindre de l'étranger.

Il est inutile de songer à une fusion rendue impossible par les difficultés intérieures et par l'opposition de l'Europe.

Du reste, pour bien gouverner, il faut le concours de tout le monde. L'hostilité, une hostilité perpétuelle contre la loi et les fonctionnaires qui en sont les gardiens et les ministres, est injuste.

« Quant à la plus grave de toutes les questions, celle de la guerre, nous croyons digne de la nation et de nous de nous expliquer franchement, ouvertement, afin de ne pas l'éblouir par de fausses bravades.

» Les malheurs et les désastres passés ont rendu la guerre impossible ; mais, pour la nation, pour le roi, pour nous, le déshonneur ne l'est pas moins. »

Lombardie. — MILAN, 6 *mai*. — Toutes les nouvelles qui nous arrivent des provinces annoncent que le tirage pour la circonscription rencontre partout les plus grandes difficultés. Dans certaines localités, surtout dans les pays de montagne, il est impossible de faire venir les jeunes gens. Ici, le jour du tirage, un seul s'est présenté. A Abbiategrasso il en est venu beaucoup ; mais à peine se sont-ils trouvés devant l'autorité qu'ils se sont emparés des registres et les ont brûlés publiquement. A Gallarate les jeunes gens sont arrivés avec une grande provision de pierres dans leurs poches, et ont menacé le commissaire de lui faire subir le sort de Saint-Etienne.

Que nos gracieux maîtres apprennent donc une fois avec quels sujets ils ont à faire, et que l'Europe connaisse les Peuples qu'elle a laissé sacrifier.

De Bruck et Radetzki sont revenus à Milan. Ce dernier était parti pour assister au siége de Malghera ; mais le vieux maréchal s'est aperçu qu'avec les Vénitiens la victoire n'était pas trop aisée, et il s'en est retourné tranquillement pour ne pas hasarder une renommée qu'il a si facilement acquise.

Vénétie. — VENISE, 4 *mai*. — Nous sommes bloqués par mer depuis le 17 avril. Dans les premiers jours, la force ennemie était insuffisante. Mais à présent tous les vaisseaux autrichiens se sont donné rendez-vous devant notre port et croisent continuellement, renvoyant à Trieste tous les navires qui étaient destinés pour Venise. Nous comptons en vue dix-sept vaisseaux autrichiens, c'est-à-dire trois frégates, une corvette, trois bricks, trois goëlettes, deux vapeurs et cinq bâtiments légers.

Malgré tout cela le courrier de Venise a pu passer dans une petite barque, et un *trabaccolo* chargé de bois à brûler a réussi à entrer dans le port de Malamocco. Hier un schooner parti d'Ancône a passé à travers la ligne de blocus, et a été remorqué dans notre port par le vapeur *le Pie IX*. Il nous a apporté cent mille livres de farine blanche, vingt mille de farine commune, quatre mille livres de viande salée, soixante-dix quintaux de blé de Turquie, et une bonne quantité de bois.

C'est beaucoup pour un seul bâtiment, mais pour Venise c'est l'approvisionnement d'un jour. Il faut d'ailleurs payer comptant et Venise ne vit depuis dix mois qu'en dépensant tout son argent monnayé. Je n'ai pas voulu vous parler plus tôt d'un moyen de défense adopté par notre marine pour ne pas le faire connaître à l'ennemi. Mais, maintenant qu'il est connu à Trieste, je ne vois plus la nécessité de vous en faire un mystère. On arme dans notre arsenal quarante trabaccoli avec un ou deux canons seulement, mais de gros calibre, de telle sorte qu'un de ces petits navires pourra tirer sur une frégate ennemie sans pouvoir en être atteint.

Huns ; les Huns sont anéantis par les Médo-Ares, et l'histoire proprement dite slave recommence. La Russie succombe encore, il est vrai, pour trois cents ans sous la dernière invasion asiatique des Tartares ; mais la Pologne repousse victorieusement d'un côté le pangermanisme des empereurs d'Allemagne, et de l'autre le panmusulmanisme des sultans de la Turquie ; elle centralise les Peuples slaves, non pas au nom du panslavisme, ni par la force brutale, mais par ses institutions sages et libérales.

La Lithuanie, la Finlande, la Courlande, la Prusse, la Moldavie, la Valachie, l'Ukraine et la Crimée, cherchent d'elles-mêmes leur appui et leurs alliances. La Pologne forme sa langue, elle développe sa littérature, elle devance, au seizième siècle, toute l'Europe par sa civilisation et par sa culture, elle envoie ses professeurs aux universités de Paris et de Prague, elle produit ses Sanicki, ses Sarbiewski, ses Kochanowski. Elle élève son immortel Copernic ; mais son gouvernement bienfaisant et paternel dégénère en anarchie, sa liberté en licence. Elle succombe devant la Russie à demi tartare... Et cette dernière puissance, qui conspirait, il n'y a pas longtemps encore, avec les Allemands pour nous renverser, nous parle aujourd'hui par l'organe de M. Gurowski du panslavisme.

Nous autres Polonais, qui sommes encore fidèles à nos antécédents historiques, nous savons que le panslavisme et le tzarslavisme signifient une même chose. Notre théorie nationale, c'est la liberté, la fraternité et la solidarité de tous les Peuples. Nos traditions nationales, nos intérêts politiques, moraux et matériels, nos convictions philosophiques et religieuses, et enfin, nos sympathies et antipathies repoussent le panslavisme. Nous sommes avant tout Polonais et ensuite Slaves.

J'ai démontré la fraternité des peuples slaves avec l'Europe occidentale ; je crois même qu'il y a plus d'affinité de sang, par exemple, entre les Polonais et les Français qu'entre les Polonais et les Russes. S'il y a, enfin, un lien qui puisse rattacher plus étroitement les naturalisés slaves que les autres, c'est la dérivation commune de leurs langues. Mais la distance entre leurs langues même est si énorme, qu'il faut les considérer plutôt comme des idiomes que comme des dialectes.

D'ailleurs que signifie l'identité de la langue sous le respect de la vie politique des Peuples ? L'Amérique du Nord est une colonie anglaise, la langue anglaise y est dominante ; mais l'Europe entière a contribué à sa formation par ses diverses races qui ont adopté cette langue ; et y a-t-il quelque chose de commun, politiquement parlant, entre les Américains et les Anglais ? Les Français, les Italiens, les Espagnols et les Portugais parlent-ils de panlatinisme ? Les Anglais, les Hollandais, les Danois, les Suédois et les Flamands rêvent ils le pangermanisme ? Les Allemands même pensent-ils à autre chose qu'à la fédération allemande ?

Si l'ouvrage de M. Gurowski est nul sous les rapports historique, scientifique, philosophique et politique, il n'en est pas de même quant aux chapitres où l'auteur paie le tribut de son encens à sa patrie adoptive, à la Russie ; il y est éloquent et plein d'enthousiasme : toutefois, il n'a pas encore dit tout ce qu'on peut dire à l'avantage des Russes, et je compléterai ici son ouvrage en quelques mots.

Le plus beau côté du caractère russe je l'ai dit sans aucune arrière-pensée, c'est l'amour de la patrie. Oui, c'est un grand peuple qui a incendié en 1812 sa propre capitale pour y détruire l'ennemi. Les Russes aiment leur patrie jusqu'au fanatisme. Dans leurs relations intimes et pris individuellement, ils respectent la bravoure et le patriotisme de leurs plus grands et plus redoutables ennemis, des Polonais eux-mêmes. Ils aiment la trahison, mais ils détestent les traîtres. Ils encouragent l'apostasie des panslavistes, mais ils méprisent les renégats.

S. D.

THÉATRES.

SECOND THÉATRE FRANCAIS. — *Les Bourgeois des Métiers, ou le Martyr de la Patrie*, Drame en cinq actes et dix tableaux par M. GUSTAVE VAEZ.

Ce n'est pas sans un sentiment de plaisir bien vif que nous avons assisté au drame de M. Gustave Vaëz ; après les pièces du *Vaudeville* et des *Variétés*, où les plus nobles sentiments sont tournés en ridicule, et lorsque tout nous présageait pour longtemps la continuation de pareils ouvrages, nous avons été heureux de voir enfin l'amour de la patrie et de la liberté obtenir des applaudissements dus non pas à de mauvais calembours, mais bien à des idées plus conformes au goût et à l'esprit français. Aussi l'enthousiasme était-il aussi grand qu'il peut l'être, à tel point qu'au milieu du second acte, toute la salle d'un mouvement spontané a demandé à grands cris la *Marseillaise* ; un acteur est venu la chanter sur la scène et tous les spectateurs ont uni leurs voix à la sienne.

Le drame nous reporte au temps où la Belgique était sous la domination de l'Autriche ; les bourgeois, jaloux de leurs priviléges, ont à lutter contre le gouverneur de la province qui veut les leur arracher. Au premier rang des défenseurs de la liberté se trouve *Agnussens*, le doyen des maîtres des diverses corporations ; il a le courage de s'opposer au gouverneur, aussi bientôt est-il jeté en prison, condamné à mort et exécuté. Sa femme et sa fille tombent dans la plus profonde misère, par suite de la confiscation de ses biens ; mais Jacques, l'amant de Marie, fille du supplicié, qui s'était exilé pour échapper à la proscription, revient après la mort du gouverneur, il épouse son ancienne fiancée, et rend à cette famille infortunée le bonheur qui lui est du.

Alexandre, un débutant, chargé du personnage d'Agnussens, a parfaitement rendu ce rôle vigoureusement tracé. Nous ne doutons pas qu'après une semblable épreuve il ne soit maintenu au rang qu'il a su si bien conquérir. Cet acteur paraît consommé dans l'art dramatique, et nous le plaçons sans crainte au rang des meilleurs artistes de Paris. Toute la pièce est bien écrite et parfaitement conduite, les décors sont nouveaux et frappants de vérité ; nous citons entre autres la grande place de Bruxelles qui est une représentation on ne peut plus exacte de la capitale de la Belgique.

Mme Roger-Solié, chargée du rôle de *Marie*, a droit aussi à nos éloges ; elle a été d'un naturel exquis. Tout le reste de la troupe en général a rendu convenablement la pensée de l'auteur.

Malgré le succès que vient d'obtenir M. Vaëz, nous aurions bien quelques reproches à lui faire. Ainsi le commencement est un peu lent et n'est pas à la hauteur du reste. Mais les allusions politiques et les situations dramatiques dont la pièce est remplie font plus que racheter ce défaut.

Somme toute, *les Bourgeois des Métiers* nous paraissent propres à attirer le public à l'Odéon et à le faire revenir de l'injuste indifférence qu'il a quelquefois montrée pour ce théâtre

A. H.

SPECTACLES DU 17 MAI 1849.

THÉATRE DE LA NATION. —
THÉATRE-FRANÇAIS. — Adrienne Lecouvreur.
OPÉRA-COMIQUE. — Haydé, le Caquet.
SECOND THÉATRE-FRANÇAIS. — Les Bourgeois desmétiers, ou le martyr de la patrie.
THÉATRE-HISTORIQUE. — Représentation extraordinaire.
VAUDEVILLE. — Les Prétendants, l'Ane à Baptiste.
VARIÉTÉS. — La Paire, Vendredi, Jobin et Nanette, Enfans de troupe.
GYMNASE — Elézear Chalamel, l'Hurluberlu, le Bouquet de violettes, Gardée à vue.
THÉATRE MONTANSIER. — Les femmes saucialistes, la belle Cauchoise, un Cheveu pour deux Têtes.
PORTE SAINT-MARTIN. —
GAITÉ. — Marceau, les Orphelins.
FOLIES-DRAMATIQUES. — Les Prodigalités de Bernerette, le Gibier, Mathieu, le Père Lentimèche, Adrienne la Couvreuse.
DÉLASSEMENTS-COMIQUES. — Un Cœur fourvoyé, la Nuit du 15 mars, Culottes et Cotillons, Ce qui manque aux grisettes.
THÉATRE-CHOISEUL. — Jérôme Paturot, l'Anguille de Melun.
THÉATRE DU LUXEMBOURG. — Mariage d'amour, la Californie.
CIRQUE-NATIONAL. — Champs-Elysées. — Ouverture, à 8 heures Soirée équestre.
CASINO DES ARTS. — Boulevard Montmartre, 12. Tous les soirs à sept heures grand concert. Prix, 1 fr.
SPECTACLES-CONCERTS. — Tableaux vivants.
HIPPODROME, barrière de l'Etoile. — Exercices équestres, les dimanche, mardi, jeudi et samedi

Ces trabaccoli réunis à notre escadre nous mettront à même d'attaquer l'ennemi et de lui donner peut-être une bonne leçon.

Nos marins et nos artilleurs sont bien supérieurs à ceux des Autrichiens. Nous avons des officiers bien instruits, courageux, pleins d'ardeur, qui se battent pour une cause sainte et qui feront des prodiges. A l'arsenal, on travaille nuit et jour, et le cœur est tellement à la besogne qu'il est impossible de louer dignement le zèle que montrent les ouvriers.

Après vous avoir parlé de la mer, parlons de la terre. Depuis sept jours le fort de Malghera est molesté par les bombes et les fusées des Autrichiens; depuis sept jours le canon tonne sans relâche contre l'ennemi qui poursuit les opérations du siége. De Mestre au pont della Rana, les Autrichiens on fait une barricade, à l'abri de laquelle ils ont commencé sur trois points les travaux d'approche pour arriver au point où ils tireront la parallèle. L'ennemi est continuellement molesté par notre feu et par les sorties de tirailleurs.

Depuis quatre jours, des forts de Malghera, Rizzardi, Manin et de celui du chemin de fer, il se tire par jour de 7 à 800 coups de canon, et on lance de 50 à 100 bombes.

Vous pouvez juger par là quelle musique nous entendons toute la journée et surtout la nuit; mais la tranquillité, qui est parfaite, n'en est pas le moins du monde altérée, et le courage des citoyens, la concorde qui règne parmi eux, semblent s'accroître avec le danger.

La jeunesse qui est dans les forts montre un excellent esprit et beaucoup de gaîté. Le général Paolucci est l'idole de ses soldats.

Les Autrichiens peuvent être au nombre de 20,000. Depuis deux jours un cordon de tirailleurs est échelonné depuis le fort jusqu'à Mestre, pour protéger un travail hydraulique qui sera d'une grande utilité pour empêcher l'ennemi de mettre à sec une partie du canal de l'Oselino.

Hier soir, à neuf heures et demie, un corps autrichien a surpris nos tirailleurs, qui se sont bravement défendus, et ont battu en retraite sans perdre un seul homme. Aujourd'hui le canon ne tire pas aussi fréquemment. On assure que quatre ou cinq mille Autrichiens ont quitté Mestre, se dirigeant vers la ligne du Pô; mais je ne vous garantis pas l'exactitude de cette nouvelle parce que de la terre ferme nous ne recevons que des renseignements qui ne sont pas toujours exacts.

L'avis donné par Manin n'était pas officiel, comme l'avaient proclamé plusieurs journaux. Que notre gouvernement compte sur la France, cela se peut; mais que jusqu'à présent il ait quelque promesse positive, je ne le crois pas.

On a enrôlé ces jours derniers un grand nombre de marins volontaires. On en attend d'autres encore de Chioggia et de Palestrina. (*L'Opinione.*)

Toscane. — FLORENCE, 8 *mai*. — Prenant pour motif une fausse alarme, quelques malintentionnés ont parcouru les rues de cette cité, faisant entendre des cris séditieux qui, non seulement sont restés sans écho, mais encore ont provoqué un blâme universel.

La troupe et une partie de la garde nationale se sont mises aussitôt sous les armes, et leur présence a suffi pour conserver la tranquillité publique.

En attendant, le gouvernement déplore avec toute la population honnête ce qui s'est passé, et a fait venir de Pise de nouvelles troupes pour donner encore plus de garanties à l'ordre public, qu'il est décidé à maintenir à tout prix. (*Moniteur toscan.*)

Le corps diplomatique, résidant à Florence, s'est réuni d'après l'invitation de l'ambassadeur du Piémont, pour protester contre l'invasion de la Toscane. Il paraît cependant que l'ambassadeur de France est le seul qui ait protesté au nom de son gouvernement.

Des personnes bien informées assurent que M. Walewski s'est présenté chez le comte Serristori, pour l'inviter à protester également. Mais celui-ci, manquant d'instructions précises, a expédié en toute hâte deux courriers à Gaëte.

République romaine. — ROME, 5 *mai*. — Quelques désordres rares, mais graves, avaient eu lieu à Rome. Il y avait eu des tentatives de dévastation, des actes attentatoires à la propriété et aux personnes. Les triumvirs ont publié, pour réprimer ces excès, un décret qui contient les dispositions suivantes :

« Les propriétés sont inviolables. Le gouvernement seul a le droit et le devoir de modifier l'inviolabilité des propriétés dans l'intérêt du pays.

» Nul n'a le droit de procéder à aucune arrestation ou perquisition sans la direction et l'assistance d'un chef de poste.

» Les étrangers sont sous la protection spéciale de la République.

» 4 mai. Les triumvirs :

» ARMELLINI, MAZZINI, SAFFI. »

—Un autre décret met également sous la sauvegarde du Peuple tous les objets d'art existants dans les monuments publics, dans les lieux publics, et dans les locaux appartenant au domaine de l'État. Le jugement des délits qui pourraient être commis en contravention à ce décret appartiendra à la commission militaire.

— Un décret, émané de la commission des barricades, ordonne à tous les habitants de Rome de tenir à sa disposition trois sacs en terre.

7 *mai*.—Le 4, les Napolitains ont paru à Albano et ont été repoussés. Je crois que bientôt nous aurons maille à partir avec eux. Soyez certains cependant que s'ils ne viennent pas nous attaquer, nous les préviendrons nous-mêmes, la défensive ne pouvant nous convenir en aucune façon.

Le corps napolitain venu de Velletri est composé d'environ 12,000 hommes. Un autre s'avance du côté de Prieti. Hier soir on a reçu l'annonce du débarquement des Espagnols à Fiumicino. Je vous donne plus bas copie de la sommation faite par la corvette le *Mazzaredo*. Quatre puissances liguées pour abattre un seul gouvernement ! L'odieux ici le dispute au ridicule. Le gouvernement et le peuple romain sont plus que jamais décidés à se défendre, et Dieu sait quels événements nous attendent. Le peuple est animé d'une résolution calme et tranquille, et il a un instinct admirable pour embrasser toutes les idées généreuses qu'on veut lui inspirer.

Après avoir accueilli comme des frères les soldats et les prisonniers, on leur a proposé leur échange contre un corps de troupes retenu injustement à Civita-Vecchia. Le général Oudinot est malade. Il est furieux contre le ministère qui l'a compromis dans une entreprise insensée. Il parle de nous attaquer aussitôt qu'il aura reçu des renforts. Quelque énormité qu'il y ait dans un pareil acte, il faut s'attendre à tout. Eh bien ! savez-vous comment le peuple a répondu à ces menaces brutales ? Il a applaudi au décret des triumvirs, qui renvoie les prisonniers sans condition. Aujourd'hui il les salués et embrassés sur la place Colonna au son de la *Marseillaise*, et maintenant ils se promènent par les rues de la ville bras dessus bras dessous avec les citoyens, attendant l'heure du départ.

C'était un spectacle plein d'émotion. Cette générosité portera-t-elle ses fruits ? Je n'ose l'espérer. Mai , dans tous les cas, Rome aura montré toute sa grandeur. Voici le décret des triumvirs pour la délivrance des prisonniers :

« Au nom de Dieu et du Peuple,

» Considérant qu'entre le Peuple français et Rome il n'y a pas, il ne saurait y avoir de guerre ;

» Que Rome, par droit et par devoir, ne fait que défendre sa propre inviolabilité, mais en détestant comme une faute contre leurs communes doctrines toute collision entre les deux Républiques ;

» Que le Peuple romain ne peut rendre responsable des faits d'un gouvernement trompé des soldats qui, en combattant, n'ont fait qu'obéir ;

» Le Triumvirat décrète :

» Art. 1er. Les Français faits prisonniers dans la journée du 30 avril sont rendus à la liberté, et seront envoyés au camp des Français.

» Art. 2. Le Peuple romain saluera de ses applaudissements et de démonstrations fraternelles à midi les soldats d'une république Sœur de la nôtre.

« Les Triumvirs. »

« 7 mai 1849. »

— Voici la proclamation du commandant espagnol à Fiumicino.

Corvette de guerre espagnole le Mazarredo.

» Le commandant de la Corvette de guerre de S. M. C. espère que les autorités de Fiumicino prêteront hommage à S. S. Pie IX, et arboreront son drapeau en preuve de leur soumission, comme l'ont fait les populations de Terracine, de Neptuno, de Porto-d'Anzio et autres villes de la côte.

» Le commandant est persuadé que le bon sens des autorités qui gouvernent ce pays ne méconnaîtront pas la justice et la sainteté de la cause qu'il les invite à embrasser, en se séparant d'un gouvernement révolutionnaire et prêt à succomber sous les coups de quatre nations alliées et unies pour sa destruction.

» Le commandant assure par avance la haute satisfaction qu'éprouvera le cœur magnanime de S. S. lorsqu'elle apprendra la soumission spontanée de Fiumicino, et comme il ne doute pas du résultat, il salue comme amies les respectables autorités militaires, civiles et ecclésiastiques auxquelles il s'adresse. »

CIVITA-VECCHIA, 10 *mai*. — Les Français doivent faire une nouvelle attaque sur Rome le 14. Les Napolitains se sont retirés sur leur territoire. On prétend que le roi de Naples a déclaré qu'il rentrait dans ses Etats pour ne pas se mettre à la remorque de l'armée française.

BOLOGNE. — On assure que 12,000 Autrichiens se dirigeaient vers cette ville dans l'intention de l'attaquer. Les habitants paraissent bien déterminés à se défendre.

POLOGNE.

CRACOVIE, 10 *mai*. — On nous écrit à l'instant de l'embarcadère de Rudzinice (Haute-Silésie) : « J'ai eu l'occasion de voir aujourd'hui, à trois heures de l'après-midi, deux transports de l'artillerie russe. La cavalerie arrivera dans une heure et l'infanterie cette nuit. Les soldats russes me paraissaient dignes de pitié; on voit bien qu'ils sont traités d'une manière barbare. Les canons transportés sont de petit calibre, et les fusils de l'infanterie encore munis des pierres à feu. Les wagons dans lesquels ils arrivaient appartiennent à l'administration du chemin de fer de Varsovie. Il paraît qu'on veut tenir cette expédition en cachette aussi longtemps que possible , car les employés du chemin de fer n'en sont informés qu'au moment du départ. Les troupes russes emmènent avec elles des subsistances pour quinze jours. Ce temps passé, elles paieront tout argent comptant, selon la convention signée entre les deux gouvernements. Mais, pour leur faciliter les achats , on amasse en Volhynie et en Podolie de grands magasins qui seront transportés en Autriche sans rien payer aux douanes.

Huit bataillons de chasseurs russes étaient encore entrés le 7 mai dans notre ville. Le général autrichien Legedicz n'en a pas été prévenu; il s'attendait à voir arriver la cavalerie et l'artillerie. On ne sait pas pourquoi ces huit bataillons s'étaient arrêtés devant la ville pendant six heures, et pourquoi ils n'ont fait leur entrée qu'à huit heures du soir. Une fois dans la ville, ils attendaient encore assez longtemps leurs cartes de logement pendant qu'il pleuvait à verse. Aussi, étaient-ils très mécontents lorsque les quartiers-maîtres autrichiens leur ont enfin distribué des cartes. Ils se sont dispersés dans les rues en vociférant contre les Autrichiens et en enfonçant les portes des maisons ; il est même arrivé qu'un colonel russe a porté à un des aides-de-camp du général autrichien Moltke un coup de plat de sabre.

Il arrive souvent d'entendre les soldats russes chanter l'hymne national : *La Pologne n'est pas encore perdue !* Et ils se plaisent à insulter les Autrichiens et à irriter même le peuple contre les Allemands. Un soir la patrouille autrichienne ayant arrêté un homme ivre qui l'insultait un officier russe l'a fait mettre en liberté en disant que cela ne regardait pas les Autrichiens parce que l'individu avait bu pour son argent et non pour celui des Allemands. Il semble que les Autrichiens ne soient plus maîtres de Cracovie tant les Russes y gouvernent. Le général Autrichien Legedicz ayant interrogé le général russe Paniutyn sur le temps de leur séjour à Cracovie, celui-ci lui aurait répondu qu'il n'avait pas l'ordre de communiquer avec les Autrichiens.

Une partie des troupes russes qui ont passé la Vistule pour se rendre en Galicie est rentrée ici et sera envoyée à Vienne par le chemin de fer. La police a réprimandé le rédacteur du journal *Czas* pour avoir énumér les forces russes qui ont traversé la ville ; on lui a défendu à l'avenir de se mêler des affaires politiques. La censure est d'ailleurs rétablie et elle est même plus sévère qu'elle ne l'était avant l'octroi de la constitution. Les journaux de Vienne ne peuvent être copiés par nos journaux qu'autant qu'ils sont ministériels. L'autorité du gouvernement autrichien disparaît de jour en jour et l'oppression russe se manifeste de plus en plus.

La garnison est un grande charge pour la ville, car les Russes demandent à être nourris gratis là où ils sont logés. Les paysans qui transportent leurs effets ne sont pas payés et toutes ces vexations se multiplieront encore quand l'autorité russe se consolidera. On dit déjà que le commandant des gendarmes à Varsovie, Szwejkowski va être envoyé ici pour organiser la police.

— Depuis les événements de Breslau, les Prussiens ne permettent plus de passer la frontières aux Polonais, même munis de passeports. Nous recevons de Léopol la nouvelle qu'une partie du corps autrichien d'Urban, composé de cinq bataillons, de deux escadrons et de 6 canons, se concentrait à Delatyn pour passer les Carpathes et se diriger vers Szigeth. (*Correspondance particulière*)

AUTRICHE.

VIENNE, 10 *mai*. — L'empereur est parti aujourd'hui pour Presbourg. Les opérations militaires doivent commencer demain.

—On assure qu'il n'y a qu'un corps de 25,000 Hongrois, qui se trouve dans les environs de Presbourg, et leur destination serait d'occuper le général Welden par des combats partiels, tandis que la force principale de l'armée hongroise op rerait contre les Russes, du côté de la Galicie et de la Silésie.

Croatie.—AGRAM, 7 *mai*.—Le ban Jellachich est arrivé dans notre ville. Pendant son entrée on faisait sonner toutes les cloches, on tirait des mortiers, et une population nombreuse le saluait par des acclamations enthousiastes. On espère toujours qu'il assurera à la Croatie les droits nationaux que la cour de Vienne nous promet depuis longtemps et ne nous accorde jamais. La députation de la diète les réclamait encore nouvellement, mais elle a reçu une réponse évasive. Le ban lui-même a présenté depuis une réclamation énergique en faveur de l'organisation nationale, non-seulement de la Croatie, mais aussi des Austro-Serbes. Il s'y pose comme protecteur des Slaves méridionaux.

Il rappelle les services que les Slaves ont rendus à l'Autriche, et il croit que la guerre ne pourrait se terminer à l'avantage de la monarchie, si les demandes des Slaves n'obtenaient pas la satisfaction désirée. Il n'admet aucune suprématie des Hongrois sur les S aves, et il articule ainsi ses demandes définitives : la garantie de nationalité des Slaves ; le maintien de la Woïéwodie serbe ; la réunion du comitat de Baranyi avec la Slavonie et de l'île de Mur à la Croatie ; le renvoi du général Rukovina, et la nomination à sa place du général Téodorovic ; l'introduction de la langue slave dans les affaires politiques et administratives du cordon militaire.

Bohême. — PRAGUE, 11 *mai*. — Le chef du gouvernement et le général commandant ont proclamé aujourd'hui la mise en état de siége de notre ville et de la banlieue. La même ordonnance suspend le droit d'association et dissout une partie de la garde nationale. La publication des journaux dépendra de l'autorité militaire, sans son autorisation rien ne pourra être publié. Toute contravention de presse, toute résistance à l'autorité sera passible de peines selon les lois militaires. Cette ordonnance est motivée par la sollicitude à prévenir des troubles et à empêcher les mal intentionnés de répandre la révolution qui sévit en Hongrie.

ETATS GERMANIQUES.

FRANCFORT, 13 *mai*. — Une grande assemblée du peuple doit avoir lieu à Offenbourg, et l'on parle d'y proclamer la République. On s'attendait aussi à recevoir la nouvelle d'une manifestation républicaine dans la Franconie, à moins que le gouvernement bavarois n'accepte enfin la Constitution.

— Le lieutenant-général de l'empire a accepté une proclamation aux soldats, pour les exhorter à rester fidèles à leurs princes. Cette proclamation, affichée dans toutes les rues, ne se trouve plus nulle part : elle a été déchirée et arrachée partout.

—On s'attend à un mouvement révolutionnaire à Francfort. L'hôtel de l'archiduc est toujours gardé par des postes nombreux.

— Hier sont arrivés ici beaucoup d'officiers bavarois, qui ont été obligés dans le Palatinat d'abandonner leurs soldats révoltés.

— La Chambre législative de la ville de Francfort a décidé que tous les citoyens de 19 à 50 ans seront armés pour la protection de la Constitution, de l'empire, de l'Assemblée nationale et de la ville. (*Journaux de Francfort.*)

Bavière.— KEMPTEN, 6 *mai*. — On a tenu ici hier une réunion populaire , à laquelle étaient représentées par 12,000 hommes 35 associations politiques des différentes villes de la Bavière. Cette réunion a adopté à l'unanimité une adresse à la seconde chambre par laquelle elle l'engage à ne se laisser entraîner à aucune infidélité envers l'Allemagne. Une réunion pareille a eu lieu à Landsberg le même jour et dans le même but.

— 1000 hommes, dont un certain nombre d'anciens militaires et quelques centaines d'arquebusiers, sont arrivés de Mayence en Bavière pour soutenir l'insurrection.

— La garnison de la forteresse de Landau, après avoir chassé ses officiers, s'est déclarée, le 8 mai, pour le parti révolutionnaire.

PRUSSE.

BOURSE DE BERLIN, DU 12 *mai*. — Emprunt volontaire, 101 1/2 A. Obligations de la société de commerce maritime, 99 3/4 A. Russes (Rothschild), 105 3/4 A. Obligations polonaises, 300-78 0/0

Nous croyons devoir donner aux lecteurs de la TRIBUNE DES PEUPLES quelques éclaircissements sur les *obligations* dites *de Pologne*, qu'ils voient figurer dans les bulletins de la bourse de Francfort ou de Berlin.

Les obligations ou lots de Pologne, cotés sous ce nom à Francfort et dans les autres marchés de papiers publics en Allemagne, proviennent de deux emprunts contractés par l'empereur Nicolas, au nom du pays appelé royaume de Pologne. Le premier de ces emprunts date de 1829, son montant était de 42 millions de florins polonais (environ 25 millions de France), ses titres s'appellent obligations ou lots de 300 florins ; le second, négocié en 1835, se monte à 150 millions de florins, en obligations ou lots de 500 florins chaque. Le remboursement de ces papiers se fait au moyen d'un tirage de loterie à Varsovie où, dans un espace de temps de trente à quarante ans, tous les propriétaires de ces obligations concourent à la chance de gagner certaines primes, et en tout cas, doivent rentrer dans leur capital, augmenté de 5 0/0 d'intérêts.

Le taux auquel se vendent à l'étranger les obligations dites de Pologne est un thermomètre assez exact de l'opinion des capitalistes au sujet de la question polonaise ; il est bon d'observer seulement que l'emprunt de 42 millions, et par conséquent les obligations de 300 florins, ont été de fait acceptés par la révolution polonaise de l'année 1831, puisque le gouvernement d'alors en autorisa les tirages courants, tandis que l'emprunt de 150 millions, représenté par les obligations de 500 florins, serait incontestablement frappé de nullité radicale du moment où la Pologne parviendrait à recouvrer son indépendance ; aussi les cours de ce dernier papier sont-ils toujours comparativement inférieurs aux cours des obligations de 300 florins, et sujets d'ailleurs à une bien plus vive fluctuation, selon les événements politiques.

—La landwehr de la ville de Hagen, dans la Marche prussienne, au nombre de 1,500 hommes, a déclaré le 7 mai ne pas vouloir marcher et combattre pour les intérêts monarchiques. Elle a manifesté le désir de défendre la constitution votée à Francfort. D'après une lettre de la même ville du 13 mai toute la Marche était en pleine insurrection. Le peuple d'Iserlohn a pris l'arsenal de la landwehr, des barricades se sont élevées dans cette ville et toute la population mâle a pris les armes. Tous les défilés des montagnes de cette province sont occupés par des arquebusiers et le peuple des campagnes est soulevé. (*Gazette de Cologne.*)

— Le courrier de Vienne du 10 mai n'est pas arrivé à Berlin.

ILES BRITANNIQUES.

LONDRES, 15 *mai*. — *Fonds publics*. Les fonds ont baissés ce matin par suite des nouvelles reçues du Canada. Les consolidés ont ouvert à 90 3/4 7/8 pour compte et comptant ; ils ont fermé à 90 7/8 91 pour compte.

Les interpellations dans la chambre des lords relativement aux affaires de Rome, n'ont revélé aucun fait qui ne soit déjà connu et rendu public. Le marquis de Lansdown a renouvelé la déclaration que le gouvernement anglais n'a pris aucune part à l'intervention. Dans la chambre des communes on a discuté le bill de l'amélioration des terres en Irlande et celui concernant le *serment parlementaire* des juifs.

BELGIQUE.

BRUXELLES, 16 *mai*. — La chambre des représentants a terminé hier la discussion des articles du projet de code pénal et de police pour la marine marchande et la pêche maritime. Elle a fixé le second vote de ce projet à vendredi.

Le projet de loi allouant un crédit de 800,000 fr. au département de la justice pour la fabrication des toiles dans les prisons a été ensuite adopté, après une courte discussion, à l'unanimité de 55 voix. (*Emancipation.*)

M. Cans, au nom de la commission d'industrie de la chambre, a déposé un rapport favorable à la demande d'un crédit de 800,000 fr. réclamé par M le ministre de la justice dans le but de faciliter la fabrication d'un genre de toile particulier, propre à l'exportation ; ces toiles se fabriquent dans la prison de St-Bernard et en dehors de cette prison, par quelques ouvriers libres, au moyen de fils achetés en Angleterre et fournis par nos établissements mécaniques. (*Idem.*)

Il résulte de l'article ci-après, publié par le *Moniteur*, qu'une nouvelle convention postale est intervenue avec la France, et qu'aux termes de cette convention la taxe par lettre simple, affranchie ou non affranchie, est réduite à 40 c., quelle que soit la distance à parcourir, sauf le cas où cette distance serait de 30 kilom. et au-dessous. Dans ce cas, la taxe sera réduite à 20 c.

La convention n'aura force et vigueur qu'après qu'elle aura été convertie en loi par l'Assemblée en France.

HOLLANDE.

AMSTERDAM, 13 *mai*. — Les journaux publient, à l'occasion de l'inauguration du roi, un grand nombre de promotions et de nominations dans les ordres du Lion Néerlandais et de la Couronne de Chêne.

— Tous les ouvriers employés à Tilbourg au défrichement des terres du roi défunt, et qui composent une trentaine de ménages, ont continué à recevoir leur paiement, quoique les travaux soient suspendus. (*Libéral Liégeois.*)

AMÉRIQUE DU NORD,

Canada.—Le vapeur l'*Europa* nous apporte des nouvelles de New-York du 2 et de Halifax du 5 mai. Les nouvelles du Canada sont très importantes. Le 25 avril, le gouverneur général est allé au parlement de Montréal, pour donner le consentement royal à divers bills et entre autres au *bill d'indemnité*. Au moment où le président a prononcé le titre de ce bill, venant d'obtenir la sanction royale, les galeries des spectateurs retentirent de sifflets et de huées, et les siffleurs partirent à l'instant pour aller répandre ces nouvelles par toute la ville. On insulta le gouverneur général, et le parlement fut dissous par la force. Ses membres ont été chassés de la chambre, à laquelle on a mis le feu ; en quelques heures, tout le bâtiment renfermant les archives et les registres de la colonie, ainsi qu'une belle bibliothèque et plusieurs tableaux de maîtres a été réduit en cendres.

Ce qui a beaucoup augmenté l'effervescence, c'est qu'on a reçu le serment de plusieurs Français comme constables spéciaux, qui, à ce que l'on dit, ont tiré sur les perturbateurs. En allant au parlement, le gouverneur-général et les membres détestés ont été poursuivis à coups de pierres, d'œufs et de boue. On prit plusieurs membres du gouvernement par les épaules, et on leur administra plusieurs volées de coups de canne ; on a démoli les maisons de plusieurs d'entre eux.

Pendant cette scène, on a lu la loi contre les émeutes, et les troupes ont reçu l'ordre de charger. Personne n'a été tué, quoique la foule fût considérable. La fureur du Peuple était si grande en voyant arriver les Français que le gouverneur général a été obligé de les faire désarmer. On redoutait encore de plus fortes violences. On a arrêté pour crime de haute trahison plusieurs familles des plus influentes de la province.

Les nouvelles des campagnes étaient très alarmantes ; dans plusieurs endroits les autorités avaient été forcées d'assister pendant qu'on brûlait en effigie le gouverneur général. Le 1er mai les Français ont envoyé à lord Elgin une députation pour le féliciter sur la tranquillité du pays. M. Boulton doit proposer dans la chambre d'assemblée, ce soir (1er mai), la dissolution de l'union des deux provinces. On signe dans plusieurs endroits des pétitions à la reine pour le rappel de lord Elgin.

Californie. — On trouve toujours de l'or en abondance et l'on découvre de nouvelles mines tous les jours. On prétend que la Basse-Californie offre autant de richesses que les mines de Sacramento. Le choléra fait de grands ravages au Mexique.

Saint-Domingue. 2 *mai*. — Le président Soulongue était à environ cinq lieues de la ville de Saint-Domingue avec 20,000 hommes bien disciplinés ; il a pris toutes les villes qu'il a rencontrées sur son chemin ; on s'attendait à le voir attaquer la ville dans un jour ou deux.

ASSEMBLÉE NATIONALE.

PRÉSIDENCE DU CITOYEN DE LAMORICIÈRE, vice-président.

Séance du 16 mai.

La séance est ouverte à une heure et demie.

Le procès-verbal est lu et adopté.

LE CIT. PRÉSIDENT. L'ordre du jour appelle la discussion des articles additionnels au budget des dépenses. Le citoyen Brard a présenté un amendement. Cet amendement est retiré. Il donne lecture d'un autre article additionnel qui est ajourné.

Un article additionnel présenté par la commission est adopté

Plusieurs dispositions présentées par le citoyen Dufourmel sont retirées par lui. Une seule est adoptée avec une modification proposée par le citoyen Passy.

LE CIT. GOUDCHAUX propose de substituer à l'amendement proposé un accroissement de crédit de 150,000 fr., pour augmentation du fonds de secours.

LE CIT. PRÉSIDENT. Cet amendement sera discuté plus tard.

LE CIT. FAVAUD propose un article additionnel ainsi conçu :

« Il sera dressé un état nominatif de tous les employés, avec la date de leur nomination, la nature de leur emploi, le montant de leurs émoluments ou indemnités de toute sorte, et le détail de ce qu'ils auront perçu pendant l'année 1848, avec indication des emplois depuis 1830.

» Un exemplaire de cette liste sera distribué un mois avant la discussion du budget à tous les membres de l'Assemblée législative. »

Après une discussion à laquelle prennent part MM. Passy, Joly et Crémieux, l'article additionnel est adopté, en fixant la date de la distribution au 1er octobre 1849.

Le citoyen président donne lecture de deux articles additionnels proposés par le citoyen Delaporte, l'un pour obliger les ministres des affaires étrangères et de la guerre à rendre compte de l'emploi des fonds secrets ; l'autre, relatif à la distribution d'un tableau de répartition des fonds communs.

Ces deux articles sont adoptés.

LE CIT. PRÉSIDENT. Pour compenser des différences dans les divers ministères, la commission propose d'allouer :

Au ministère de la justice, 42,000 fr. — Adopté.

Au ministère des affaires étrangères, 181,684 fr. — Adopté.

Au ministère de l'instruction publique, 63,618 fr. — Adopté.

Au ministère des cultes, 319,900 fr. — Adopté.

Au ministère de l'intérieur, 144,700 fr. — Adopté.

Au ministère de l'agriculture et du commerce, 186,375 f. — Adopté.

Au ministère des travaux publics, 8,915,623 fr. — Adopté.

Au ministère de la guerre, 150,000 fr. — Adopté.

Au ministère de la marine, 2,124,417 fr. — Adopté.

Au ministère des finances, 380,320 fr. — Adopté.

LE CIT. PRÉSIDENT. Nous allons passer maintenant à la discussion des articles du budget des recettes.

LE CIT. CEYRAS. Je demande la parole.

Le citoyen Ceyras propose un article additionnel tendant à faire voter un million pour secours aux habitants de la campagne. Cet article est renvoyé à la commission, après une discussion dans laquelle ont été entendus les citoyens Charras et Passy.

LE CIT. MAGNIN PHILIPPON appelle l'attention du gouvernement sur la nécessité de faire rentrer les créances sur l'Espagne ainsi que sur quelques autres puissances et sur l'ex-roi Louis-Philippe.

Le citoyen Passy dit que relativement à ces créances on ne peut agir envers eux que par voie diplomatique, et que quant à celle qui concerne Louis Philippe il agira à son égard avec autant d'indépendance qu'en 1840 quand il était son ministre.

LE CIT. PRÉSIDENT. La parole est au citoyen Grévy pour une motion d'ordre.

LE CIT. GRÉVY. Je viens demander pourquoi l'on demande que l'on mette à l'ordre du jour de vendredi la discussion du rapport sur la loi relative au commandement de la garde nationale.

LES CIT. TERNAUX, GOUDCHAUX et LARABIT s'y opposent et demandent que l'on continue la discussion du budget. Le citoyen Grevy insiste.

LE CIT. O. BARROT a la parole. Il fait sentir la nécessité d'éviter une discussion irritante, et propose de laisser résoudre cette question par l'Assemblée législative.

Après une discussion assez animée, dans laquelle sont entendus les citoyens Grévy, Charras, Flocon et Odilon Barrot, l'Assemblée rejette cette discussion de son ordre du jour de vendredi.

LE CIT. CHARRAS. Je donne la parole à M. Goudchaux pour s'expliquer, au nom de la commission du budget, sur la proposition faite dans cette séance par M. Ceyras.

LE CIT. GOUDCHAUX. Il existe au budget de l'intérieur un crédit d'un million pour secours aux indigents de la campagne, en exécution de la loi du 8 novembre 1848. M. le ministre des finances, que j'ai consulté, m'a dit qu'il était parfaitement en mesure d'ordonnancer le crédit au nom du ministre de l'intérieur.

6 L'amendement du citoyen Ceyras est retiré.

LE CIT. PRÉSIDENT. Je consulte alors l'Assemblée sur l'art 1er du budget ainsi conçu :

« Des crédits sont ouverts jusqu'à concurrence de

1,572,571,000 fr. pour les dépenses ordinaires et extraordinaires de l'exercice 1849. »

Cet article est adopté.

LE CIT. PRÉSIDENT. Les articles suivants sont relatifs au budget des recettes, en conséquence, je donne la parole au citoyen Latrade, qui a proposé un amendement ainsi conçu :

« A partir du 1er décembre 1849, seront abolis les droits de circulation, de détail et de consommation sur les vins, bières, cidres, poirés et hydromels, comme aussi sur les alcools, eaux-de-vie, esprits et liqueurs spiritueuses.

« Sera également aboli le droit de fabrication sur les bières.

» Ces droits seront remplacés, si besoin est, par un impôt ou des impôts établis et répartis sur les mêmes produits, conformément à l'art. 45 de la Constitution. »

LE CIT. LATRADE développe son amendement.

LE CIT. H. PASSY reconnaît la nécessité pour le gouvernement de transformer un impôt aussi impopulaire que celui contre lequel est dirigé l'amendement.

LE CIT. LATRADE persiste à demander l'adoption de son amendement et la suppression d'un impôt contraire à la Constitution.

LE CIT. MAUGUIN ne veut pas l'appuyer, car il ne croit pas que dans les circonstances actuelles on puisse supprimer un impôt sans le remplacer.

LE CIT. CHAVOIX appuie l'amendement.

LE CIT. GOUDCHAUX. La majorité de la commission s'est prononcée pour le maintien de tous les impôts actuels; mais elle n'a pu se dissimuler que l'impôt des boissons n'était pas dans les termes de la Constitution. Elle invite donc le citoyen ministre des finances à s'occuper activement de cette question.

LE CIT. PASSY. Je répète que je ne négligerai rien pour hâter la solution de cette question.

LE CIT. PRÉSIDENT. Je donne la parole à M. Corne, développer l'article additionnel qu'il a présenté, avec plusieurs de ses collègues, sur les tarifs du canal de Saint-Quentin.

LE CIT. CORNE développe cet amendement au milieu de l'inattention générale. La réduction de tarifs qu'il demande est indispensable si l'on veut que les canaux puissent supporter la concurrence du chemin de fer du Nord. C'est là, pour la batellerie du Nord, une question de vie et de mort. L'Assemblée ne peut être indifférente à un intérêt aussi considérable.

Après un débat auquel prennent part les citoyens Passy, Cordier, Lacroix, Goudchaux, Bureau de Puzy et Gouin, l'Assemblée prononce l'ajournement de la discussion.

LE CIT. PRÉSIDENT. Je vais donner à l'Assemblée lecture de la nouvelle rédaction concertée entre les citoyens Latrade et Mauguin. Cette rédaction est ainsi conçue :

« A partir du 1er janvier 1850, l'impôt sur les boissons sera aboli.

» D'ici à cette époque, il sera présenté un projet de loi pour pourvoir au remplacement de cet impôt. »

L'Assemblée n'étant plus en nombre, la discussion de cette proposition est ajournée.

Une proposition du citoyen Gloxin, établissant un impôt sur les voitures, est renvoyée au bureau.

La séance est levée à cinq heures trois quarts.

Des derniers événements de Sicile.

Le parti libéral en Sicile n'a pas été vaincu par les baïonnettes du roi de Naples, mais par l'aristocratie financière et les intérêts de comptoir qui, coalisés avec une partie de la noblesse, ont fini par amener la contre-révolution. On se tromperait complètement si l'on attribuait tant aux nobles qu'aux financiers le moindre attachement à Ferdinand II, la moindre pensée légitimiste. Bien loin de là, la haine contre le Bourbon est vive et profonde en Sicile dans toutes les classes de la société, depuis le duc et le prince jusqu'au dernier paysan.

Citons un exemple.

Le baron Riso, aujourd'hui l'un des chefs de la réaction, s'était jeté de grand cœur dans le tourbillon révolutionnaire, dès le 14 janvier, c'est-à-dire au moment même où le Peuple de Palerme se battait dans les rues et où la ville, assiégée par 15 mille Napolitains, était bombardée par le château. Lors du dernier emprunt d'un million, M. Riso souscrivit volontairement pour la somme de 18,000 onces (225,000 fr.). Il fut en outre l'un des principaux acheteurs, tant du papier-monnaie que des biens nationaux. Cela montre qu'il avait pleine confiance dans la force de la Révolution et dans la stabilité du nouveau gouvernement. Aussi la Sicile lui confia-t-elle le commandement général de la garde nationale.

La prise de Messine, ville de 94,000 habitants, bombardée, saccagée, remplie de sang et de ruines par les sicaires de Ferdinand, avait répandu une première terreur parmi les riches de Palerme. La noblesse commençait à craindre pour ses palais, et le commerce pour ses magasins. L'incendie des maisons et du porto-franc de Messine était constamment devant les yeux des deux aristocraties de la naissance et de la finance, qui aimaient l'indépendance nationale, car elles sentaient que sans elle il ne pouvait y avoir de véritable prospérité pour la Sicile; mais elles se sentaient peu disposées à soutenir une guerre à outrance, qui aurait pu aboutir à les ruiner complètement. Aussi se prenaient-elles déjà à maudire secrètement le décret du 13 avril, par lequel la dynastie des Bourbons avait été déclarée déchue du trône de Sicile; et plus d'un personnage désirait, sans oser le proposer, qu'on entrât en arrangement avec le roi de Naples.

Les hommes qui composaient à cette époque le ministère sicilien étaient des amis sincères de la Révolution, et ils désiraient la guerre, parce que le peuple la voulait et que l'honneur du pays l'exigeait. Ils s'occupaient donc activement de l'organisation et de l'armement des troupes, et leur programme se résumait dans ces mots : *Point de transaction avec les Bourbons*. Le ministère faisait retentir ces paroles à chaque occasion. Le ministre de la guerre, M. La Farina, avait dit un jour dans la Chambre des communes qu'il fallait faire la guerre *même dans le cas où la Sicile n'aurait pu disposer que de dix soldats*.

Ce langage n'était pas du goût de l'aristocratie et de la finance, bien que tout le monde y applaudît dans ce moment-là. Le ministère Torrearsa n'avait pas une grande confiance dans la garde nationale, car l'aristocratie en avait envahi les hauts grades. Le ministre de la guerre, pendant les six mois de son administration, ne livra jamais à la garde nationale de Palerme ni un fusil ni une cartouche. Une certaine mésintelligence s'éleva bientôt entre le ministère et les chefs de la milice citoyenne, et la mauvaise humeur de cette dernière ne fit qu'augmenter, quand les ministres, ayant donné leur démission, furent ramenés au pouvoir par une ovation populaire.

Les chefs de la garde nationale tout en proclamant la nécessité d'une attitude énergique et révolutionnaire, conseillaient tout bas des mesures sévères contre le parti exalté, qui, ne s'en doutant pas, s'appuyait sur cette même garde nationale, et jouait à l'opposition dans la chambre des communes. Le ministère, se voyant placé dans une position extrêmement difficile, donna sa démission.

Un nouveau ministère fut formé. Il n'aurait eu aucune signification politique, s'il ne s'y était trouvé un M. Catalano, ancien fondé de pouvoirs du général Filangieri, et âme damnée de cette même garde nationale, qui commençait à recevoir les éloges du proconsul de Ferdinand dans ses proclamations de Messine.

Il est vrai que ce ministère n'eut qu'une vie éphémère, et il fut bientôt remplacé par un ministère de coalition recruté dans les partis plutôt personnels que politiques de la chambre des communes. Voilà donc M. Stabile et M. Calvi, ennemis acharnés, assis côte à côte sur le banc ministériel, sans pouvoir pour cela rapprocher entre eux leurs amis, et ce fatal M. Catalano faisant partie du cabinet, en sa qualité de ministre de l'intérieur et de la sûreté publique. Or la véritable situation du nouveau ministère était celle-ci. Stabile et Calvi n'avaient qu'un pouvoir nominal, tandis que Catalano, pour être l'organe de la garde nationale, avait dans ses mains la véritable force du pays, et, par conséquent, était maître de Palerme.

L'*Ultimatum* de Gaëte ayant été rejeté, les hostilités furent reprises malgré les efforts de MM. Rayneval et Temple qui, au nom de la France et de l'Angleterre, faisaient de la propagande pour le compte du roi de Naples, à l'aide des proclamations de Ferdinand II, qu'ils répandaient par milliers d'exemplaires. L'amiral Baudin, allant encore plus loin, envoyait le vapeur l'*Ariel* faire le tour de l'île pour y jeter à profusion l'*ultimatum* de Gaëte. Cela équivalait à vouloir porter sur la place publique la discussion d'un projet dont l'initiative ne pouvait appartenir qu'aux pouvoirs constitués, à vouloir susciter la guerre civile et l'anarchie.

Les troupes royales s'avancèrent vers Catane, en brûlant et en pillant les pays qu'elles rencontraient sur leur route, tandis que la flotte napolitaine marquait son passage le long de la côte en canonnant et en bombardant les villes et les villages placés sur le bord de la mer. A Catane, les Siciliens furent battus en détail, car le plus fort de l'armée n'arriva pas à temps sur le théâtre du combat. L'avenir dira à qui doit être attribué le désastre de cette journée, qui décida du sort de la Sicile! Le Peuple de Catane combattit non-seulement avec courage, mais avec acharnement, et le général Mieroslawski, qui présida à la défense de la ville, ne quitta le combat que blessé grièvement.

La chute de Catane, la déroute du corps de troupes qui l'avait défendue et le bruit de trahison qui ne manque jamais de se répandre au milieu des défaites découragèrent subitement toutes les villes situées dans la partie méridionale de l'île. Syracuse et Augusta se rendirent sans coup férir. Il est facile d'imaginer l'effet que produisirent ces nouvelles dans la ville de Palerme. Le ministère n'ayant pas assez de popularité pour diriger l'opinion publique et maîtriser la situation s'éclipsa. Le peuple ignorait complètement ce qui s'était passé sur le théâtre de la guerre, et tout le monde était à se demander la véritable situation du pays, les pertes qu'on avait essuyées, les forces dont pouvait encore disposer la Sicile et les endroits occupés par l'ennemi. Ce furent des moments d'une anxiété indicible.

Un paquebot français, arrivé le 14 avril, répandit la nouvelle de l'armistice de Novarre et de la contre-révolution de Toscane. On ajoutait que les Autrichiens étaient entrés à Florence et à Rome, et que le Piémont avait fait alliance avec le roi de Naples! Le capitaine Geïes, commandant du bateau à vapeur le *Vauban*, offrit au ministère les bons offices de l'amiral Baudin. Le parlement, consulté à ce sujet, accepta, la chambre des pairs à l'unanimité, celle des communes à une majorité considérable, la médiation de l'amiral. Le ministère alors donna sa démission. Il est bon de remarquer que les représentants les plus influents et les plus énergiques n'étaient pas à Palerme, car les uns avaient été envoyés en mission dans les provinces, d'autres étaient allés prendre part au combat. Dans la seule légion universitaire commandée par le représentant La Farina, il y avait plusieurs députés des plus distingués, parmi lesquels Raeli, Natali et Paternostro.

Le parti de la peur et des intérêts matériels ayant eu le dessus, un nouveau ministère, de trois membres seulement, fut formé. C'étaient le baron Grasso, banquier très riche, et beau-frère du baron Riso; le baron Canalotti et M. Vigo, qui, tous les trois, avaient été entièrement étrangers à la révolution, et qu'on pouvait regarder comme des nullités politiques. Ministres de nom, ils n'étaient en réalité que les instruments de la garde nationale. Cette dernière, décidée désormais à transiger, comprimait l'esprit public par la force. Les chambres s'étaient prorogées d'elles-mêmes jusqu'au mois d'août. La garde nationale, maîtresse des portes de la ville ainsi que du château et des postes principaux, défendait l'entrée aux paysans qui accouraient en armes de toutes parts, empêchait les chants patriotiques, étouffait tout cri de guerre, et forçait le colonel La Masa à s'embarquer. Le ministère venait en aide à la garde nationale, en congédiant les troupes et en dissipant l'argent public!

Dans la soirée du 20 avril, le Président du gouvernement, Ruggiero Settimo, rassemblait dans le salon des affaires étrangères un certain nombre de pairs et de députés, ainsi que les chefs de la garde nationale et de l'armée. La discussion fut ardente et même orageuse. Le ministère, accusé par le plus grand nombre et battu sur tous les points, déposa sa démission. Sur ces entrefaites, la foule se pressait aux portes et l'agitation devenait de plus en plus grande dans la ville, ainsi que la division des partis. Une sanglante collision était imminente!

Le 21, le palais du président était désert : on n'y voyait que les représentants du peuple Raeli, Amari, Pisani, Natoli, Paternostro, La Farina, Crispi, et les colonels Claccio et Carini. La garde nationale était consignée dans les casernes, et un silence de mort régnait dans la ville. Chez le président on posa nettement la question. On disait : il faut faire un coup d'état, c'est à dire dissoudre la garde nationale, la désarmer, après en avoir arrêté les chefs, et s'appuyer uniquement sur le peuple. Cela n'aurait pas été difficile, car le parti de la guerre pouvait compter sur la garnison de Palerme, sur les populations des campagnes, sur le peuple de la ville, et sur tous les hommes sérieusement compromis.

Il est même à remarquer que beaucoup de citoyens avaient déchiré leurs uniformes, en disant ne vouloir pas jouer le rôle de gendarmes du roi de Naples. « Mais, objectait-on, si quelque bataillon de la garde nationale oppose de la résistance, tirera-t-on sur lui? » C'est devant cette probabilité que reculèrent les citoyens assemblés chez le président, et le président lui-même. Il fut donc résolu de ne pas souiller par la guerre civile une révolution qui, pendant sa durée de seize mois, n'avait pas répandu une seule goutte de sang.

Le président, après avoir rempli jusqu'au bout tous ses devoirs, ne voulant prêter la main à aucune espèce de transaction, se démit de sa haute charge, et la municipalité s'empara aussitôt de l'autorité publique.

Ainsi, les hommes de la peur ont étouffé la Révolution, et réussi à faire maudire le nom de Palerme par les populations de la Sicile, en transformant la garde nationale, issue d'une grande révolution, en auxiliaire des satellites de Ferdinand II. Encore, si tout espoir de liberté et de paix publique n'était pas perdu pour la Sicile! Mais la conduite de Ferdinand envers ses provinces continentales doit donner la mesure de celle qu'il tiendra à l'égard de ce qu'il appelle ses sujets révoltés.

On trouve aux bureaux de la *Tribune des Peuples* les cartes du théâtre de la guerre en Italie et en Hongrie.

Prix des deux cartes : 40 centimes en noir et 50 centimes coloriées.

NOUVELLES DIVERSES.

On lit dans la partie non officielle du *Moniteur :*

« Le vice-président de la République, par arrêté du 20 avril dernier, a nommé chef de son cabinet M. Charles Thil, docteur en droit, ancien auditeur au conseil d'Etat. »

Il n'y aura pas réception au ministère de l'intérieur demain mercredi, 16 mai.

— M. Léon Faucher vient d'opérer son déménagement du ministère de l'intérieur.

— Par arrêté de M. le préfet de la Seine, en date du 11 mai, placardé ce matin dans Paris, une enquête qui durera quinze jours est ouverte à la mairie du 10e, sur les projets d'ouverture d'une rue de 12 mètres de largeur, qui ira de la rue de Grenelle à l'avenue de Lamothe-Piquet, sur des terrains appartenant à MM. Petit et Floquet, près des Invalides. (*Moniteur*.)

— Ceux qui ont voté contre l'ordre du jour motivé du citoyen Millard, sont les citoyens Arène, Baraguay-d'Hilliers, Delâtre, Denjoy, Riverieulx.

— Dimanche, a eu lieu à l'association des cuisiniers, barrière de Sèvres, le banquet des socialistes du Puy-de-Dôme. Plus de deux cents personnes assistaient à cette fête de famille, où la plus parfaite unité n'a cessé de régner.

— M. Rulhières, ministre de la guerre, est gravement indisposé. Il a tous les symptômes du choléra.

— La garde nationale de Muret (Haute-Garonne) vient d'être dissoute pour avoir eu l'esprit de crier *A bas les réactionnaires!* en défilant le 4 mai devant l'hôtel de la sous-préfecture. (*Démocratie*.)

— Les débats de l'affaire Caraby sont terminés aujourd'hui. La réponse du jury a été négative sur toutes les questions en ce qui concerne M. Caraby. La cour a acquitté M. Coetlogon sur le fait de tentative d'homicide. Mais, sur le délit d'adultère, M. Coetlogon et Mme Caraby ont été reconnus coupables et condamnés chacun à deux ans de prison. M. Coetlogon est condamné en outre à 1000 fr. d'amende.

Officiers blessés transportés à l'hôpital militaire de Bastia.

MM. De Janguière, Amédée-Célestin, chef de bataillon au 36e de ligne.
Perigault Constant Etienne, capitaine au 20e de ligne.
Mutin Antoine, lieutenant au 25e de ligne.
Manuelle Jean, capitaine au 33e de ligne.
Mayens Augustin-François, sous-lieutenant au 1er bataillon des chasseurs à pied.
Condamain Augustin, capitaine adjudant-major au 33e de ligne.
Vervelet Emile, sous-lieutenant au 33e de ligne.
Gajotti Jean-Victor, capitaine au 20e de ligne.
Rossi Dominique, capitaine au 33e de ligne.
Camagna Antoine-Toussaint, sous-lieutenant au 33e de ligne.
Fonrouge Félix-Edmond, lieutenant au 1er bataillon de chasseurs à pied,
Ausermain Pierre-César, capitaine au 33e de ligne.
Pachon Jean-Baptiste, lieutenant au 3e régiment d'artillerie.

— On lit dans le *Démocrate de l'Ouest :* « Il y a eu dimanche dernier huit jours que, dans la commune de Chavagnes, les paysans se sont rassemblés avant la messe, prévenus qu'ils avaient été par un de leurs camarades. Celui-ci leur expliqua qu'un métayer habitant la commune (son nom nous échappe) était gravement malade, et qu'il était trop pauvre pour faire soigner son champ par des ouvriers salariés; il leur proposa de prendre leurs outils et d'aller en masse faire l'ouvrage. Tous acceptèrent, et en deux heures de temps c'était fini.

— Nous apprenons que la Cour d'appel de Colmar a rendu deux arrêts de non lieu, l'un au sujet des poursuites dirigées contre le *Démocrate du Rhin*, inculpé d'avoir reproduit un article pour lequel le *Peuple* a été saisi le 24 mars dernier, à Paris; l'autre relatif au citoyen Hochstuhl, prévenu d'avoir prononcé un discours *incendiaire* au club de la Réunion-des-Arts. (*Le Peuple*.)

— L'HISTOIRE DÉMOCRATIQUE DES PEUPLES anciens et modernes, en 8 ou 9 volumes par Agricol Perdiguier, ouvrier, représentant du peuple, est en voie de publication. Ce livre, écrit dans les sentiments populaires dont a déjà fait preuve l'auteur du livre du compagnonnage, est un garant de sa valeur.

Il paraîtra un volume par mois. Prix : 1 franc le volume. Le premier est en vente chez Marcel, rue du Faubourg-Saint-Antoine, 123, Cour de la Bonne-Graine, et chez Gosset, libraire, rue des Trois-Bornes, 19, cité Holzbacher, près le boulevard du Temple, A PARIS.

— Le conseil d'hygiène publique et de salubrité de l'arrondissement de Troyes a ouvert une souscription qui a pour but de fournir à la classe indigente de la ville de Troyes une alimentation plus substantielle et de diminuer ainsi l'influence de l'épidémie cholérique.

— A la première représentation des *Bourgeois des Métiers* ou le *Martyr de la Patrie*, lorsqu'au dixième tableau l'archiduchesse dit au doyen des Métiers :

» Relevez-vous, messieurs; ce qui peut le mieux gagner l'amour d'un peuple c'est le bienfait d'une amnistie » toute la salle s'est levée et s'est écriée avec enthousiasme : *Oui! oui! amnistie!*

— Samedi dernier ont eu lieu les obsèques de Mlle Marie Champion, institutrice à Batignoles. M. Samewski a prononcé sur sa tombe quelques paroles vivement senties, et qui rapelaient les qualités de la défunte. Il a terminé son discours par ces mots : « La vertu doit être connue, et la reconnaissance ne doit pas se taire. »

Mlle Marie Champion était aussi connue pour sa science que pour sa délicate charité.

— Le 4e numéro de l'*Opinion des Femmes*, journal mensuel, vient de paraître : il est en vente au bureau, grande rue Verte, 29, et dans tous les dépôts.

— Aujourd'hui jeudi, au Château Rouge, troisième grand festival, orchestre dirigé par Marx. Brillantes illuminations à giorno du jardin et du Château. Feu d'artifice par Ruggieri. Enfin cette fête, par sa composition, ne le cède en rien aux précédentes.

Bals les dimanches, lundis, jeudis et fêtes.

— M. Jonh Darlington, propriétaire de mines de charbon à Astley, près de Manchester, vient de faire connaître un moyen employé récemment pour éteindre le feu dans une de ses fosses. Jusqu'ici il n'y avait que deux procédés connus et employés pour arriver à ce résultat, c'était : 1° de boucher toutes les ouvertures de la mine et d'empêcher l'introduction de l'air extérieur; 2° si, après quelque temps, ce premier moyen n'avait pas réussi, il fallait remplir la mine d'eau provenant de quelque source voisine.

M. Coldsworth Gurney, qui a appliqué la vapeur à haute pression à la ventilation des mines, fut consulté par M. Darlington; il se rendit à la mine incendiée, et, après un examen attentif des lieux, il proposa de la remplir de gaz incombustible. Cette opération fut exécutée au moyen d'un appareil simple et peu dispendieux, et, en peu d'heures, le feu était parfaitement éteint. La simplicité et la nouveauté de ce procédé ne peuvent manquer de le faire adopter par les propriétaires de houillères, car les incendies dans les mines à charbon sont beaucoup plus fréquents qu'on ne le croit généralement.

— La vérité commence à luire dans les campagnes. Un cultivateur du département de la Somme a écrit, dans la lettre qu'il nous adresse pour demander un abonnement à la *Tribune des Peuples*, les réflexions suivantes que nous reproduisons, car elles mettront nos lecteurs à même de juger du nouvel esprit d'un département jusqu'ici considéré comme exclusivement réactionnaire :

« Monsieur,

» Quoi qu'en dise la réaction, la campagne est assez républicaine, mais elle se laisse abuser par la ruse des réactionnaires qui lui montre les républicains comme des communistes, et alors les ignorants votent pour les modérés qui sont royalistes exaltés. Jusqu'ici le suffrage universel n'a pas été l'expression fidèle des électeurs, car on le fait mentir, surtout dans notre département, où le journal qui existe est régentiste; mais le paysan commence à revenir de son erreur, car les plus éclairés voient des journaux démocrates de Paris et mettent leurs amis dans la bonne voie. Courage donc, persévérance, rédacteurs démocrates, l'avenir est à vous, et nous crierons avec vous : *Vive la République! vive la Montagne! vive les Peuples libres et le journal qui s'en fait l'écho.* »

— Un mande de Hambourg, le 9 mai :

« Le commissaire de l'empire, présent ici, a reçu hier l'ordre de fermer immédiatement les jeux, en employant les forces à sa disposiiion. Il communiqua cet ordre à notre gouvernement, qui, pour empêcher que l'ordre ne fût troublé, ferma aussitôt les jeux. Le procès-verbal, dressé à cette occasion, déclare que le gouvernement n'a fait que céder par avance à la force. »

— Mgr Monnet, évêque de Pella et vicaire apostolique de Madagascar, est parti hier matin pour sa lointaine et périlleuse mission. Le prélat missionnaire est accompagné de M. l'abbé Ferrari, son provicaire, et de dix autres prêtres, catéchistes ou frères coadjuteurs.

— Aujourd'hui mercredi, grand concert au Château des Fleurs. La fête de dimanche a été d'un brillant augure pour la vogue de ce délicieux rendez-vous de la bonne compagnie. L'orchestre, composé d'artistes des Italiens, a été habilement conduit par M. Thys.

Illuminations splendides et feu d'artifice d'Aubin termineront la soirée.

— Ce soir, à l'Odéon, deuxième représentation des *Bourgeois des Métiers*, drame en dix tableaux, de M. Gustave Vaëz, dont le succès a été des plus éclatants. La mise en scène, la beauté des nouveaux décors, tout promet une longue suite de représentations fructueuses.

Casino des Arts. Aujourd'hui mercredi, relâche, pour embellissements de la salle et construction d'une scène. Dimanche prochain, 20 mai, réouverture par un grand concert vocal et instrumental, terminé par les tableaux vivants, poses plastiques et académiques, par la troupe française et américaine (ancienne troupe des Variétés). Prix 1 fr.

Bourse de Paris du 16 mai.

VALEURS FRANÇAISES.

AU COMPTANT.	1er cours.	Plus haut.	Plus bas.	Dernier cours.	Clôture précéd.
5 0[0 j. du 22 mars.	88 50	88 60	88 20	88 60	» »
4 1[2 0[0 j. du 22 mars.	» »	» »	» »	» »	» »
4 0[0 j. du 22 mars.	» »	» »	» »	» »	71 »
3 0[0 j. du 22 déc.	56 25	56 50	56 15	56 50	56 60
Action de la Banque.	2385 »	2385 »	2370 »	2375 »	2390 »
Obligations de la Ville	1100 »	» »	» »	1100 »	1102 50
4 canaux avec prime.	» »	» »	» »	» »	1060 »
4 can., Act. de jouis...	» »	» »	» »	» »	60 »
Bourgogne, j. d'avril.	» »	» »	» »	» »	890 »
Bourgogne, Act. de j.	» »	» »	» »	» »	» »
Caisse hypothécaire..	135 »	» »	» »	135 »	» »
Mine de la Grand'-Combe.	» »	» »	» »	» »	» »
Zinc Vieille-Montagne	2960 »	» »	» »	2960 »	3975 »

VALEURS ÉTRANGÈRES.

Récép. de Rothschild....	» »	Belgique, Emp. 1840..	89 1[2
Emprunt romain.........	75 »	Belgique, Empr. 1842.	89 1[4
Emprunt d'Haïti.........	» »	Belgique, Trois 0[0......	58 3[4
Espagne, dette active...	» »	Belgique, Banque (1835)	» »
Dette diff. sans intérêt..	» »	Deux 1[2 hollandais....	» »
Dette passive............	» »	Empr. portugais 5 0[0..	» »
Trois 3 0[0 1841...........	» »	Emprunt du Piémont..	860 »
Dº Dette intérieure.......	» »	Lots d'Autriche.........	305 »

CHEMINS DE FER.		1er cours.	Dernier cours.	Clôture précéd.
COMPTANT.	Saint-Germain,	» »	» »	420 »
	Versaille, R. D.	200 »	200 »	200 »
	Versailles, R. G.	165 »	165 »	167 50
	Paris à Orléans,	825 »	825 »	840 »
	Paris à Rouen,	555 »	557 50	560 »
	Rouen au Havre,	265 »	265 »	267 50
	Avignon à Marseille,	205 »	205 »	207 50
	Strasbourg à Bâle,	102 50	102 50	103 75
	Du Centre,	» »	» »	352 50
	Amiens à Boulogne,	» »	» »	» »
	Orléans à Bordeaux,	402 50	402 50	405 »
	Du Nord,	440 »	440 »	441 25
	Paris à Strasbourg,	370 »	370 »	371 25

LE RÉDACTEUR-GÉRANT,
EUGENE CARPENTIER.

Imprimerie de NAPOLÉON CHAIX et Ce.